

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**NOVEMBRE 2015**

**n°155**

**TOME II**

**Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

# SOMMAIRE

*Conseil du 12 novembre 2015*

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS (TOME I)**

**PARTIE 2 : DECISIONS 3**

**PARTIE 3 : ARRETES 143**

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

N°D2015-347 - 18/09/15 - Direction des Transports et de la Voirie

14

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.263 d'opérateur des fouilles archéologiques du Bouclage de la 4ème ligne de tramway**

**Objet :** Lors des fouilles sur la place Albert 1er, un puits a été découvert, qui se trouve menacé par le projet de bouclage de la Ligne 4. Ce puits va au-delà des profondeurs prévues par les fouilles et doit faire l'objet d'une fouille préventive complémentaire, prescrite par la DRAC. Par ailleurs une refonte des index a été réalisée par l'INSEE en cours d'exécution du marché, qui conduit à devoir modifier l'index de référence considéré. L'avenant n°1 passé avec la société INRAP sise à Paris, a pour objet d'intégrer la fouille préventive complémentaire et de remplacer l'indice TP03 « terrassements généraux » par l'indice TP03a « grands terrassements ». Le montant de l'avenant s'élève à 43 202 € HT, représentant une augmentation d'environ 17 % et portant le montant total du marché à 298 592,40 € HT.

N°D2015-348 - 20/10/15 - Direction de la Culture

16

**Décision relative à l'avenant 2 - Marché 2718DC11 - MOE travaux de sécurisation du site du domaine de Bonnier de la Mosson : création d'un mur et d'une clôture périphérique**

**Objet :** Un avenant n°2 au marché n°2718DC11 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de sécurisation du site de Bonnier de la Mosson est passé avec ART ARCHITECTURE à Perpignan. Il concerne la modification de la conduite du chantier et l'augmentation du nombre de réunions qui ont induit des coûts supplémentaires pour le titulaire. Le marché initial était de 44 000 € HT, il a été augmenté une première fois de 11 165 € HT, par l'avenant n°1. Le présent avenant s'élève à 8 760,24 € HT. Le nouveau montant du marché s'élève à 63 925,24 € HT.

N°D2015-417 - 09/09/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

18

**Décision relative à la convention de dépotage de sous-produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Cette décision a pour objet la signature de convention avec les entreprises réalisant les vidanges de matières de vidange, de déchets gras et le curage de réseaux pour le dépotage dans les stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.

N°D2015-425 - 18/09/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

21

**Décision relative à un marché n°3996DE15 d'organisation du Montpellier In Game (MIG) 2015**

**Objet :** Un marché n°3996DE15 de fournitures et de services est passé avec l'association Idate agissant en tant que mandataire solidaire d'un groupement conjoint avec la société IsThisArt. Ce marché concerne l'organisation de l'événement professionnel Montpellier in Game 2015 dans la semaine du 14 au 20 novembre 2015. Il prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 4 mois et pour un montant de 43 450 € HT soit 52 140 € TTC.

23

N°D2015-432 - 21/09/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative au marché 4030EA15 - Intercepteur Est Tranche 5 - Essais de réception des réseaux d'assainissement**

**Objet :** Un marché à bons de commande relatif à "Intercepteur Est tranche 5 - Essais de réception des canalisations d'assainissement" est attribué au groupement SARP MEDITERRANEE / CITEC Assainissement sis à MONTPELLIER et pour un montant maximum de 40 000 € HT, soit 48 000 € TTC. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 10 mois.

N°D2015-470 - 21/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

25

**Décision relative à l'avenant n°1 au mandat d'étude de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral**

**Objet :** Les études menées en 2014 dans le cadre du présent mandant d'étude ainsi que divers rendez-vous avec les acteurs institutionnels font apparaître de nouveaux besoins en termes d'études préalables. Le présent avenant au mandat intègre ces nouvelles études (complément d'étude hydraulique, étude de mobilités, archéologie préventive) ainsi qu'une revalorisation de la rémunération du mandataire. La durée prévisionnelle du mandat initial égale à 26 mois est portée à 40 mois. Le montant global du contrat initial égal à 85 000 € HT, est porté à 183 800 €.

N°D2015-476 - 15/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

27

**Décision relative au marché n°3928DC15 de "Remplacement et déplacement des CTA des quarantaines chaudes et froides de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier"**

**Objet :** Un marché alloti de travaux de "Remplacement et déplacement des CTA des quarantaines chaudes et froides de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier" est passé pour :

- le lot n°1 (Chauffage, rafraîchissement, ventilation GTC, SSI & électricité), avec la société Hervé Thermique sise à Saint Aunès et pour un montant de 166 476, 65 € HT, soit 199 771, 98 € TTC.



- le lot n°2 (Structures, gros œuvres, socles, réservation, portes et calfeutrements sans option) avec la société Souchon Construction sise à Baillargues et pour un montant de 32 000 € HT soit 38 400 € TTC.

- le lot n°3 (Carrelage, séchage des locaux, peinture, embellissement, finitions), avec la société Carrillo sise à St Georges d'Orques et pour un montant de 59 000 € HT. soit 70 800 € TTC.

- le lot n°4 (aquariologie), avec la société Abise sise à Aniane pour un montant de 51 810 € HT. soit 62 172 € TTC. Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 3 mois, période de préparation de 1 mois non comprise.

N°D2015-478 - 21/09/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

29

**Décision relative à un marché n°3983EA15 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'audit des inventaires du service de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Un marché est passé avec la société IRH Ingénieur Conseil sise à AIX-EN-PROVENCE pour une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'audit des inventaires du service de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole. La durée du marché est de 4 mois à compter de sa notification et pour un montant de 49 785,00 € HT. soit 59 742,00 € TTC.

N°D2015-488 - 18/09/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

31

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SURGIMAB dans l'immeuble Cap Delta du Biopôle Euromédecine à Grabels**

**Objet :** La candidature de la société SURGIMAB est agréée en vue de sa location dans l'immeuble Cap Delta du Biopôle Euromédecine. Son activité est le développement de technique innovante d'imagerie médicale et d'aide à l'acte chirurgical en temps réel. Elle est candidate à la location du lot 3.02 de 103,77 m² pour une durée de 9 ans. L'entreprise projette un effectif de 5 à 8 personnes dans 3 ans.

N°D2015-489 - 18/09/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

33

**Décision relative à la candidature de la société ANNEALSYS dans le parc Eurêka à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société ANNEALSYS est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Eurêka. Son activité est la conception et la production de capteurs thermiques pour les laboratoires. Elle est candidate à l'acquisition du lot B25 de 2 550 m². L'entreprise projette un effectif de 18 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2015-492 - 18/09/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

35

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société BCD TRAVEL dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société BCD TRAVEL est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est l'organisation de voyages d'affaires pour les professionnels. Elle est candidate à la location des lots B07-B08A et B08B de 1 262 m² jusqu'au 31/12/2017. La société emploie actuellement 100 personnes et prévoit un effectif constant à 3 ans.

N°D2015-493 - 18/09/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

37

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SMAG dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire**

**Objet :** La candidature de la société SMAG est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la conception et l'édition de logiciels agricoles en ligne. Elle est candidate à la location supplémentaire du lot B10B de 169,30 m² jusqu'au 31/12/2017. La société emploie actuellement 72 personnes et projette un effectif de 90 personnes à 3 ans.

N°D2015-498 - 18/09/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

39

**Décision relative à un marché n°3965MG15 Prestations d'installation, de location, de maintenance, et de dépose de système anti-intrusion - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'un marché pour la sécurisation des biens immobiliers acquis par la Métropole : pose/dépose et maintenance de systèmes anti-intrusion avec mise en place de liaisons avec le PC sécurité. Ce marché est passé pour une durée d'un an renouvelable une fois. Le montant maximum du marché s'élève à 49 900 € HT.

N°D2015-499 - 23/09/15 - Direction des Ressources Informatiques

41

**Décision relative à un marché n°3904BisRI15 de développements et maintenance de nouveaux modules de planification sur le logiciel VISUAL PLANNING**

**Objet :** Un marché n°3904BisRI15 de développement et maintenance de nouveaux modules de planification sur le logiciel VISUAL PLANNING est conclu avec la société SABATIER GEOLOCALISATION sise à SAINT AUNES. Ce marché est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.

Le montant global du marché s'élève à 55 485 € HT., décomposé comme suit :

- la partie forfaitaire s'élève à 15 485 € HT.,

- la partie à bons de commande est limitée par un seuil maximum de 40 000 € HT.

N°D2015-500 - 21/09/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	43
<b>Décision relative à un marché n°3980EA15 - Mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé de catégorie II "Conception et réalisation des travaux de dévoiement de canalisations d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier"</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3980EA15 de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé de catégorie II pour la conception et réalisation des travaux de dévoiement de canalisations d'eaux usées sur le site du CHRU est passé avec la société SPS SUD EST sise à MARTIGUES. Le marché est conclu pour une durée d'un an pour un montant de 3 622,50 € HT, soit 4 347 € TTC.	
N°D2015-503 - 23/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	45
<b>Décision relative à un marché n°3838DC15 de travaux de mise en conformité des ascenseurs de la médiathèque Emile Zola à Montpellier avec maintenance annuelle ultérieure</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de travaux est passé avec l'entreprise THYSSENKRUPP ASCENSEURS sise à Montpellier (34070). Ce marché concerne la mise en conformité des ascenseurs de la médiathèque Emile Zola à Montpellier, avec pour le lot 1 des travaux de remise à niveau technique et pour le lot 2 la maintenance préventive et corrective. Le délai global d'exécution du lot 1 proposé par le titulaire est de 12 semaines à compter de l'ordre de démarrage des travaux. Le lot 2 s'exécute à compter de la 1ère réception des travaux du lot 1 pour une durée d'un an reconductible 3 fois.	
Le montant du lot 1 est composé d'un prix global et forfaitaire de 142 710 euros TTC et d'une prestation supplémentaire ou alternative (remplacement des machines et des câbles de traction du triplex panoramique) d'un montant de 56 350, 80 euros TTC. Soit un total de 199 060, 80 € TTC.	
Le lot 2 comprend un montant global et forfaitaire annuel de 10 125, 60 euros TTC ainsi que des prestations ponctuelles limitées annuellement à 12 000 euros TTC.	
N°D2015-505 - 15/09/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	47
<b>Décision relative à un marché n°4029DE15 - Nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)</b>	
<b>Objet :</b> Un marché est passé avec l'entreprise de nettoyage KAROLA SERVICES, dont le siège social est situé à Montpellier pour le nettoyage des parties communes des bâtiments du BIC de la Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi). Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification et pour un montant total estimatif de de 86 565,00 euros HT.	
N°D2015-507 - 02/10/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	49
<b>Décision relative à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3934GD15 concernant le suivi technique et financier du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST</b>	
<b>Objet :</b> Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage est passé avec le groupement d'entreprises NALDEO SAS (mandataire sis à Lyon) / FINANCE CONSULT. Ce marché concerne le suivi technique et financier du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST. La durée du marché est fixée à 3 ans à compter de sa notification. Le montant estimatif du marché est de 167 760 € TTC.	
N°D2015-510 - 21/09/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	51
<b>Décision relative à un marché subséquent n°4014EA15 pour une extension du réseau d'eaux usées route de Bionne, rue Saint Priest et Chemin du Réservoir sur la commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°4014EA15 est passé avec le groupement SOGE (mandataire sis à MONTPELLIER)/SOLATRAG/RAMPA pour une mission d'Extension du réseau d'eaux usées route de Bionne, rue St Priest et Chemin du Réservoir sur la commune de Montpellier. Le montant du marché s'élève à 119 929,16 € HT soit 143 914.99 € TTC.	
N°D2015-511 - 18/09/15 - Direction des Transports et de la Voirie	53
<b>Tramway - Bouclage de la Ligne 4 - Réalisation des ascenseurs de la station Peyrou sur la terrasse du Palais de Justice - Convention d'autorisation de travaux et d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels - Autorisation de signature</b>	
<b>Objet :</b> Pour assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite entre l'avenue Foch et la station Peyrou, située boulevard Vialleton, il est prévu de réaliser deux ascenseurs, qui assureront la liaison entre le quai de la station et la terrasse du Palais de Justice. Les ouvrages seront implantés sur une propriété domaine public de l'Etat (Ministère de la Justice), dont le Palais de Justice est gestionnaire. Une convention d'autorisation de travaux et d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels, qui détermine les conditions d'occupation, ainsi que les droits et obligations du bénéficiaire (la Métropole), du propriétaire (l'Etat représenté par le service des Domaines) et du Gestionnaire (le Palais de Justice) est consentie à titre gratuit, pour une durée allant jusqu'à mise en service des ouvrages et ne pouvant excéder 24 mois à compter de la signature de la convention. Une deuxième convention sera établie ultérieurement pour régler les conditions d'occupation du domaine public pendant la phase d'exploitation des ouvrages.	

N°D2015-514 - 18/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	55
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle cadastrée section SO n°55p - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Une convention d'occupation temporaire pour travaux est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Gare de la MOGERE sur une partie de la parcelle cadastrée section SO n° 55 située sur la commune de Montpellier, d'une contenance totale de 13 119 m², et d'une emprise approximative de 1 000 m² concernée par l'emprise des travaux. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit pour une durée de vingt-huit mois, considérant le projet d'intérêt public de la construction d'une gare nouvelle.	
N°D2015-515 - 21/09/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	57
<b>Avenant n°1 au marché n°3628EA14 relatif au Dévoiement du collecteur unitaire rue de Boussinesq à Montpellier dit "ruisseau des vaches"</b>	
<b>Objet :</b> L'avenant n°1 au marché n°3628EA14 relatif au Dévoiement du collecteur unitaire rue de Boussinesq à Montpellier dit "ruisseau des vaches" a pour objet d'augmenter la masse des travaux relatifs aux mesures compensatoires demandées par le gestionnaire de voirie. Le présent avenant s'élève à 49 465.60 € HT. Le nouveau montant du marché s'élève à 313 459.60 € HT.	
N°D2015-516 - 21/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	59
<b>Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section B n°279, 280 et 318 - Commune de Murviel-lès-Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'assurer la mise en valeur et la préservation du site de l'Oppidum du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier. A ces fins, les parcelles cadastrées section B n°279, 280 et 318, jouxtant le forum du site doivent être acquises. Les propriétaires ont décidé d'accepter la cession de ces parcelles. La vente est consentie et acceptée au prix de 8 300 € toutes indemnités confondues.	
N°D2015-517 - 23/09/15 - Direction des Ressources Informatiques	61
<b>Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°V12.A-3299 de maintenance du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n°1 au contrat n°V12.A-3299 de maintenance du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO est conclu avec la société AGYSOFT sise à MONTPELLIER.	
Cet avenant concerne un organisme et deux accès supplémentaires pour l'utilisation du progiciel MARCO par la Régie de l'eau potable et de l'eau brute dénommée Aqua d'Oc Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.	
Cet avenant prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017, à l'identique du contrat initial. Le montant du présent avenant s'élève à 1 125,17 € TTC. Le nouveau montant annuel du contrat initial s'élève donc à 7 204,37 € TTC.	
N°D2015-518 - 15/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	63
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelles cadastrées section CL n°56 - CM n°50 et 64 - CK n°53 et 65 - commune de Lattes</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la SAAM, concessionnaire de la ZAC ODE Acte 2, une convention d'occupation temporaire d'une durée de six mois sur parcelles situées sur la commune de Lattes, section CL n° 56 CM n°50 et 64 – CK n°53 et 65, d'une contenance totale de 10 905m² pour permettre la réalisation des diagnostics archéologiques préalables aux travaux d'aménagement de la ZAC ODE Acte 2. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.	
N°D2015-519 - 18/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	65
<b>Décision d'ester en justice "Association ANTICOR, requête n°1504159-5"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP PARME AVOCATS suite au dépôt de la requête n°1504159-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 juillet 2015 par l'association "ANTICOR" tendant à l'annulation de la délibération n°12984 du 28 mai 2015 relative à la subvention 2015 attribuée à l'Association de promotion des Flux touristiques.	
N°D2015-520 - 19/10/15 - Direction des Ressources Informatiques	66
<b>Décision relative à un contrat n°2014cn086 d'assistance, de maintenance et d'exploitation du progiciel observatoire fiscal d'expertise et d'analyse OFEA</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat n°2014cn086 d'assistance, de maintenance et d'exploitation des rôles et des fichiers fiscaux est conclu avec la société GFI PROGICIELS sise à SAINT OUEN. Ce contrat concerne le progiciel observatoire fiscal d'expertise et d'analyse OFEA installé à la Direction des Finances. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Le montant de ce contrat s'élève à 8 786,40 € TTC.	

<b>N°D2015-521 - 18/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	68
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire Chemin Combe de la Treille et parcelles limitrophes - Commune de Murviel-lès-Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit du Ministère de la Défense, Service du Commissariat des Armées – Groupement de soutien de la base de défense de Carcassonne, une convention d'occupation temporaire sur le Chemin Combe de la Treille et les parcelles limitrophes, situés sur la Commune de Murviel-lès-Montpellier, pendant la durée de l'exercice des manœuvres militaires de l'escadron de défense sol-air de la base aérienne 702 d'Avord. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.	
<b>N°D2015-522 - 28/09/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	70
<b>Décision relative à un marché n°4027GD15 - Location d'un véhicule de lavage de bacs sur châssis V.L. conclu avec la société L.V.E. - Location Voirie Environnement - Autorisation de signer le marché</b>	
<b>Objet :</b> Un marché à bons de commande n°4027GD15 de location d'un véhicule de lavage de bacs sur châssis VL, est conclu avec la société L.V.E. (Location Voirie Environnement) sise à AVIGNON. Le marché prendra effet à compter de sa notification, pour une durée maximale d'un an. Le montant minimum du marché s'élève à 55 000 € HT, et le montant maximum du marché à 72 500 € HT.	
<b>N°D2015-523 - 18/09/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	72
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société SARL LYS DES SABLES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société SARL LYS DES SABLES est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. Son activité est la conception, la fabrication, la commercialisation de matériels destinés aux soins esthétiques. Elle est candidate à la location du lot A2 de 112.50m <sup>2</sup> pour une période de 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.	
<b>N°D2015-524 - 18/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	74
<b>Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon de la parcelle AV n°4 - Commune de Jacou</b>	
<b>Objet :</b> Convention de mise à disposition au profit de la SAFER LR de la parcelle cadastrée section AV n°4, située sur la commune de Jacou et faisant partie du domaine de Viviers. Cette convention est consentie et acceptée pour la durée d'une campagne, jusqu'au 30/10/2015, moyennant une redevance de 6 300 €	
<b>N°D2015-526 - 18/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	76
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Restinclières - Terrain section AI n°377</b>	
<b>Objet :</b> Une convention d'occupation temporaire pour travaux est consentie par les Consorts Massy-Hoffmann sur parcelle située sur la commune de Restinclières, cadastrée section AI n°377, pour permettre la réalisation des travaux d'assainissement induits par le Schéma Directeur d'Assainissement. Convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 4 000 €.	
<b>N°D2015-527 - 18/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	78
<b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur la parcelle section AI n°377 - Commune de Restinclières</b>	
<b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage perpétuelle en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées est consentie par les Consorts Massy-Hoffmann sur parcelle située sur la commune de Restinclières, cadastrée section AI n°377, pour permettre la réalisation des travaux d'assainissement induits par l'opération Schéma Directeur d'Assainissement. Convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 6 125 €.	
<b>N°D2015-528 - 07/10/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	80
<b>Décision relative à la signature du marché n°3893GD15 concernant une mission pour la réalisation d'une enquête relative à la prévention et la gestion des déchets auprès des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole</b>	
<b>Objet :</b> Un marché est conclu, pour la réalisation d'une enquête sur la prévention et la gestion des déchets auprès des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole, avec la société QUALITEST, sise à NANCY. Ce marché est d'une durée d'un an à compter de sa notification, pour un montant de 13 820,00 € HT.	
<b>N°D2015-529 - 29/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	82
<b>Décision relative à un marché n°3546EA14 d'étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole</b>	

**Objet :** Un marché d'étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec l'entreprise ANTEA FRANCE sise à PEROLS (34470). Cette étude concerne la réalisation d'un diagnostic initial de sûreté et d'une étude de dangers des ouvrages hydrauliques de protection contre les crues situés sur le territoire de la Métropole. L'étude est décomposée en trois tranches :

- tranche ferme avec un délai d'exécution de 6 mois à compter de la date de notification du marché.
- tranche conditionnelle 1 avec un délai d'exécution de 4 mois à compter de la date fixée par ordre de service.
- tranche conditionnelle 2 avec délai d'exécution d'une semaine à compter de la date fixée par ordre de service.

Le montant de l'étude est de 102 780 € TTC. soit, 65 196 € TTC. pour la tranche ferme, 31 620 € TTC. pour la tranche conditionnelle 1 et 5 964 € TTC. pour la tranche conditionnelle 2.

**N°D2015-530 - 08/10/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

84

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société XLR Capital pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société XLR Capital pour l'occupation du local répertorié bureau 0.24 d'une surface de 14,60 m<sup>2</sup>, situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 14,60 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 197,24 € conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-532 - 08/10/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

86

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEW INSIGHT dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire**

**Objet :** La candidature de la société NEW INSIGHT est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est l'édition de logiciels. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B02F de 170m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. NEW INSIGHT emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre 8 personnes à 3 ans.

**N°D2015-533 - 21/09/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

88

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle cadastrée section SO n°55 - Chemin de la Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la SAS Gare de la MOGERE, une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle cadastrée section SO n°55 située sur la commune de Montpellier, d'une contenance totale de 13 119m<sup>2</sup>, et d'une emprise approximative de 1 000m<sup>2</sup> concernée par l'emprise des travaux. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit considérant le projet d'intérêt public de la construction d'une gare nouvelle.

**N°D2015-534 - 18/09/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

90

**Décision d'ester en justice "MARTIN'S CLUB, requête n°1504769-5 TA"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP "PARME AVOCATS" suite au dépôt de la requête n°1504769-5 le 31/08/2015 par la SARL "MARTIN'S CLUB" près le Tribunal Administratif de Montpellier contre le refus de Montpellier Méditerranée Métropole de réinstaller des bacs à ordures ménagères et conteneurs de tri sélectif sur leur emplacement initial sis à l'angle de la rue de la Monnaie et de la rue de Montpelier à Montpellier.

**N°D2015-535 - 02/10/15** - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

91

**Décision relative au marché n°3575bisUH14 concernant l'étude urbaine sur le site du Baillarguet**

**Objet :** Un marché n°3575bisUH14 de prestations intellectuelles est passé avec la société Barryquand et Frylender située sur Montpellier, il a pour objet la réalisation d'une étude de faisabilité sur le site du "Hameau de Baillarguet" à Montferrier-sur-Lez en vue d'y définir un projet architectural de logements. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois et pour un montant de 19 850 € HT.

**N°D2015-536 - 08/10/15** - Direction des Finances

93

**Décision relative à un avenant de réduction du montant maximum du crédit et de prorogation de la date finale de disponibilité du contrat de financement de 75M € n° FI 81287/FR conclu avec la Banque Européenne d'Investissement**

**Objet :** Un avenant au contrat de financement n°FI 81287/FR est passé avec la Banque Européenne d'Investissement. Cet avenant réduit le montant maximum du crédit non versé de 40M€ (quarante millions d'euros), de sorte que le montant disponible jusqu'à la date finale de disponibilité soit de 35M€ (trente-cinq millions d'euros).

Il proroge la date finale de disponibilité prévue au contrat jusqu'au 28 juillet 2016.

N°D2015-537 - 30/09/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	95
<b>Décision relative à la conclusion d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Yves NURIT</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole conclut un contrat de location avec Monsieur Yves Nurit. Le contrat porte sur une maison d'habitation situé 590 rue de la Cavallade à Montpellier. La durée de la location est de 6 ans à compter de la signature, pour un loyer annuel de 18 360 € HT., payable mensuellement.	
N°D2015-539 - 15/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	97
<b>Décision relative à un marché n°4028DE15 passé avec la société COFELY GDF SUEZ pour la maintenance multi-technique des bâtiments du BIC (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)</b>	
<b>Objet :</b> Un marché est passé avec l'entreprise COFELY GDF SUEZ, agence Languedoc Roussillon dont le siège social est situé à Montpellier pour la maintenance multi-technique des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi ) avec travaux et prestations associées. Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification et pour un montant de 73 192 euros HT.	
N°D2015-541 - 18/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	99
<b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Bien situé 1579 route de Mende, cadastré AS n°306 - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition de 218 studios de 14m², à usage d'habitation, libres d'occupation, vendus à la découpe, composant le bâtiment C, situés 1579 route de Mende à Montpellier, sur la parcelle cadastrée AS 306, au prix total de 16 350 000 € HT.	
N°D2015-542 - 20/10/15 - Direction de la Culture	101
<b>Décision relative au marché n°3969DC15 de conception et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de conception et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre est conclu avec la Société ISBA sise à AULNAY SOUS BOIS. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 18 mois. Le montant du marché s'élève à 15 000 € HT. (soit 18 000 € TTC.).	
N°D2015-543 - 02/10/15 - Direction de la Communication	103
<b>Décision relative à la cession de matériels photographiques à l'Hôtel des ventes de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un lot de matériels photographiques usagés (appareils photos, flash, batteries,...) est cédé à l'Hôtel des Ventes Chemin de Poutingon à Montpellier, pour être vendus aux enchères.	
N°D2015-544 - 30/09/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	105
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrain section AB n°150 - Commune de Montferrier-sur-Lez</b>	
<b>Objet :</b> Une convention d'occupation temporaire pour travaux est consentie par Monsieur FRANCES Rémi au profit de Montpellier Méditerranée Métropole permettant l'occupation pendant une période de trois mois, d'une partie de la parcelle située sur la commune de Montferrier-sur-Lez, cadastrée section AB n°150 nécessaire à la réalisation d'une chambre de vannes. La convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 700 €.	
N°D2015-545 - 05/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	107
<b>Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - section parcelles cadastrées CL n°8 et 1/88ème de CK n°44, CL n°39, CO n°64 et CO n°65 - Commune de Juvignac</b>	
<b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par voie de préemption auprès de Monsieur Joseph PEREZ, des parcelles cadastrées CL n°8 et 1/88ème de CK n°44, CL n°39, CO n°64 et CO n°65, d'une surface totale de 5 029 m² en nature de landes et 801 m² en nature de chemin situées Ravin de Caunelles à Juvignac. Le prix d'acquisition du bien est fixé à 35 106 euros au vu de l'avis des Domaines. L'acquisition de ces biens dans le cadre des ZAD de compétence de la Métropole est nécessaire pour constituer des réserves foncières.	
N°D2015-547 - 15/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	109
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la commune de Montpellier - Terrain section EY n°37 - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La décision a pour objet la signature d'une convention d'occupation temporaire consentie par les copropriétaires de la parcelle EY n° 37 située sur la commune de Montpellier, pour une période de deux mois afin de permettre les travaux de remplacement d'une conduite d'eau potable existante.	
N°D2015-548 - 20/10/15 - Direction de la Culture	111
<b>Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre n°3019DC12 d'emballage et de transport d'œuvres appartenant au musée Fabre de Montpellier</b>	

**Objet :** Un avenant à l'accord-cadre n°3019DC12 d'emballage et de transport d'œuvres appartenant au musée Fabre de Montpellier, prorogeant sa durée de 3 mois à compter du 11 octobre 2015, soit jusqu'au 10 janvier 2016, est conclu avec les entreprises : Atlantic Logistique, sise Les Sorinières (44840), LP Art, sise à Montreuil et Léon Aget sise à Marseille. Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant de l'accord cadre qui est de 180 000 € HT, soit 216 000 € TTC.

**N°D2015-550 - 30/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

113

**Décision relative à une constitution de partie civile**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°142750000174 devant le Tribunal pour enfants de Montpellier. Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 1296 € TTC. La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

**N°D2015-552 - 22/10/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

114

**Décision relative à un marché n°3985RI15 - Mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole.**

**Objet :** Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société Orange sise à Toulouse. Ce marché concerne la mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa notification. Le montant total minimum du marché s'élève à 20 000 € HT et le maximum à 200 000 € HT.

**N°D2015-553 - 08/10/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

116

**Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EDES pour la location d'un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au contrat de location du 1er octobre 2014 conclu avec la société Edes, concernant un local dont la Métropole est propriétaire, situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. L'avenant n°1 a pour objet la modification de l'article 3 "Durée" afin de fixer le terme du contrat au 31 décembre 2015.

**N°D2015-554 - 19/10/15 - Direction de la Communication**

118

**Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°3738T14 "Impression et livraison d'affiches moyens et grands formats pour les besoins en communication de Montpellier Méditerranée Métropole"**

**Objet :** Le montant maximum du marché étant atteint, il est nécessaire de l'augmenter par la conclusion d'un avenant n°1 avec le titulaire Editions MIMOSA, sis à Montpellier. L'avenant sera effectif dès sa notification. Il représente une augmentation de 6 000 € HT.

**N°D2015-559 - 30/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

120

**Décision d'ester en justice "requête 1504973-3 TA"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en réparation pour préjudice subi n°1504973-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent contractuel suite à une chute dont il a été victime le 27 août 2013 dans le cadre de ses fonctions d'éducateur APS au centre nautique "Neptune" sis quartier la Paillade à Montpellier.

**N°D2015-560 - 08/10/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

121

**Décision relative à un marché n°4002EA15 - Diagnostic détaillé de plusieurs ouvrages de stockage d'eau potable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Un marché n°4002EA15 de diagnostic détaillé de plusieurs ouvrages de stockage d'eau potable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec l'entreprise GINGER CEBTP sise à Jacou. Ce marché de service est conclu pour une durée de 3 mois et prend effet à compter de sa notification pour un montant de 29 600 € HT.

**N°D2015-561 - 30/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

123

**Décision d'ester en justice " Raymonde AIMES, juridiction de l'expropriation"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à la saisine du juge de l'expropriation le 22 septembre 2015 par Madame Raymonde Aimes pour fixation judiciaire du prix au titre de l'expropriation de la parcelle CO n°29 sise lieu-dit Lironde à Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.

**N°D2015-562 - 30/09/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

124

**Décision d'ester en justice "GRAS Jean-Marie - Juridiction de l'expropriation"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à la saisine du juge de l'expropriation par Monsieur Jean-Marie GRAS pour fixation judiciaire du prix au titre de l'expropriation d'une emprise de 5 191 M2 sur la parcelle cadastrée CN n°15 sise lieu-dit Soriech à Lattes et ce, dans le cadre de la



réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.	
<b>N°D2015-567 - 08/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	125
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NADRA TECHNOLOGIES pour une période de douze mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NADRA TECHNOLOGIES pour la surface 58,35 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 849,00 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014	
<b>N°D2015-568 - 08/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	127
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DLP (nom commercial Dehors Les Petits) au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société DLP (nom commercial Dehors Les Petits) pour une période de douze mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société Dehors Les Petits pour la surface de 14,03 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 189,55 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.	
<b>N°D2015-569 - 15/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	129
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ENEKIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er novembre 2011 est conclu avec la société ENEKIO pour une période de douze mois, soit jusqu'au 30 octobre 2016.	
A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ENEKIO pour la surface de 81,48 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 941,09 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil du 18 décembre 2014. La société mettra à profit ce délai pour achever son installation complète et définitive sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.	
<b>N°D2015-570 - 15/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	131
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTIS dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société OXELTIS est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP DELTA. Son activité est la prestation de recherche "chimie médicinale". Elle est candidate à la location du lot 3.01 de 293.73 m² pour une période de 9 ans. L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.	
<b>N°D2015-571 - 15/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	133
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société TSF dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société TSF est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la location de moyens techniques de tournage. Elle est candidate à la location du lot A11 de 221.64 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.	
<b>N°D2015-572 - 15/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	135
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 6 mois, soit jusqu'au 31 mars 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 203,45 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 960, 20 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014. La société mettra à profit ce délai complémentaire pour achever son installation complète et définitive sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.	
<b>N°D2015-574 - 15/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	137
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL &amp; GO et son extension sur une surface complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de six mois à compter du 1er décembre 2015, soit jusqu'au 31 mai 2016. Dans un même temps la société EVAL & GO a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension sur une surface supplémentaire de 14,78 m² à compter du 1er novembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface totale de 89,98 m² qu'elle occupe dans la pépinière	



Cap Oméga s'élève à 1 309,21 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014. La société mettra à profit ce délai complémentaire pour achever son installation complète et définitive sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°D2015-575 - 15/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**

139

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Bien situé 5 rue Levat, cadastré EW n°304 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition d'un lot de copropriété n°7 en rez-de-chaussée, représentant 51/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré EW n°34, pour une contenance de 255 m<sup>2</sup>, situé 5 rue Levat à Montpellier, correspondant à l'origine à un garage et transformé à usage mixte d'atelier et de bureau actuellement en location. Le prix de vente est de 145 000 €.

**N°D2015-577 - 15/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**

141

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Bien situé 4 rue Général Claparède, cadastré HW n°53 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Montpellier pour l'acquisition d'un bien bâti de 46 m<sup>2</sup> de surface au sol et d'une surface habitable de 100 m<sup>2</sup>, à usage d'habitation, occupé par le propriétaire, situé 4 rue du Général Claparède à Montpellier, sur la parcelle HW n°53, au prix total de 190 000 €, commission comprise.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.263 d'opérateur des fouilles archéologiques du Bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 146,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que le marché n°8.263 d'opérateur des fouilles archéologiques dans le cadre du Bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway a été attribué, après information préalable des membres de la Commission d'Appel d'Offres en date du 20 mai 2014, à la société INRAP de Nîmes (30) pour un montant de 255 390,40 € H.T.,
- **CONSIDERANT** que lors des fouilles sur la place Albert 1er, un puits a été découvert, qui se trouve menacé par le projet de bouclage de la Ligne 4. Ce puits va au-delà des profondeurs prévues par les fouilles et doit faire l'objet d'une fouille préventive complémentaire, prescrite par la DRAC. Par ailleurs une refonte des index a été réalisée par l'INSEE en cours d'exécution du marché, qui conduit à devoir modifier l'index de référence considéré,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°8.263 d'opérateur des fouilles archéologiques est passé avec la société INRAP de Nîmes (30).

**ARTICLE 2 :** Cet avenant a pour objet :

- d'intégrer une fouille préventive complémentaire, prescrite par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) par arrêté n°15/17-10222 du 27 janvier 2015, suite à la découverte d'un puits aménagé dans le mur latéral sud de la Chapelle du Couvent des Carmes, et directement menacé par le projet de bouclage de la Ligne 4

- et de remplacer l'indice TP03 « terrassements généraux » par le TP03a « grands terrassements », suite à une refonte des index TP réalisée par l'INSEE modifiant l'index utilisé dans le marché.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 43 202 € H.T. représentant une augmentation d'environ 17 % et portant le montant total du marché à 298 592,40 € H.T.  
Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4 :** La durée du marché est prolongée de 2,5 mois et porte donc la durée totale du marché à 26,5 mois.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1:

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-347
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	18 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UAC199974

Fait à Montpellier, le 18 SEP. 2015

Mme L. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant 2 - Marché 2718DC11 - MOE travaux de sécurisation du site du domaine de Bonnier de la Mosson : création d'un mur et d'une clôture périphérique**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** que l'organisation de la conduite de chantier a été modifiée et que le nombre de réunions de chantier a été doublé par rapport à ce qui avait été prévu,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°2718DC11 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de sécurisation du site de Bonnier de la Mosson est passé avec ART ARCHITECTURE 6 rue E. Delcros - Perpignan.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la modification de la conduite du chantier et l'augmentation du nombre de réunions qui ont induit des coûts supplémentaires pour le titulaire Le marché initial était de 44 000 € HT, il a été augmenté une première fois de 11 165 € H.T. par l'avenant n°1.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 8 760,24 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 63 925,24 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-348
Reçue en Préfecture le	20 OCT. 2015
Affichée le	20 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incl 199987-AU

Fait à Montpellier, le

20 OCT. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** les délégations permanentes du Conseil au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en vue d'autoriser la signature de convention de dépotage des sous- produits de l'assainissement,
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 relatif à la délégation de fonction attribué à Monsieur René REVOL dans le domaine du Service public de l'Eau et de l'Assainissement,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (ANC), pour le dépotage des matières de vidange aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, pour le dépotage des déchets gras aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges de matières mélangées (matières de vidange ANC et déchets gras ou autres) et le curage de réseaux prenant en charge le transport et l'élimination des matières mélangées extraites des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, de l'ANC et des équipements de transport et de traitement des effluents, pour le dépotage des matières mélangées aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de dépotage pour les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif , pour les déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques et pour les matières mélangées des sous-produits de l'assainissement, est passée avec les sociétés :

**Pour la station d'épuration de Maera à Lattes :**

ALLOMAT, dont le siège social est situé 8 rue Santos Dumont à Saint Jean de Vedas,  
ALLIANCE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 216 chemin de Campagne à Sommières,

ASSAINISSEMENT 34, dont le siège social est situé ZI du Capiscol, rue Saint Victor à Béziers,  
 ASTRUC, dont le siège social est situé ZAE Les Trois Ponts à Fabrègues,  
 AXE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 228 rue de la création à Cuers,  
 BELVISI, dont le siège social est situé lotissement Le Tivoly à Moules et Boucels,  
 BURNENS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé Zone Industrielle Cresse-Saint  
 Martin à Cournonsec,  
 CANAL DIAG, dont le siège social est situé 867 allée des goélands à la Grande Motte,  
 CITEC, dont le siège social est situé ZAE La Garrigue, rue Verdale à Saint André de Sangonis,  
 CITEOS, dont le siège social est situé 242 Avenue du Progrès à Teyran,  
 ETS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé Deves Expansion N°12 Parc Marcel  
 Dassault à Saint Jean de Vedas,  
 FRANCE ASSAINISSEMENT (FRANCE 3D), dont le siège social est situé 43 rue du Faubourg  
 du Soleil à Alés,  
 HPEP, dont le siège social est situé 124 chemin de Rouvière à Quissac,  
 JPM TRANSPORT, dont le siège social est situé 393 Rue Philippe Lamour ZI à Vauvert,  
 MANAS, dont le siège social est situé ZAE Les Armillieres à Gignac,  
 MP ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé Boulevard Jacques Fabre de Morlhon, zone  
 de fret SNCF à Montpellier  
 MONTPELLIER ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé 11 rue Sainte Catherine à  
 Montpellier,  
 MONTPELLIER DEPANNAGE (GILBERT), dont le siège social est situé 194 rue de la Jasse de  
 Maurin à Montpellier,  
 ORIAD MEDITERRANEE, dont le siège social est situé ZAC du Vigné, 5 rue des Marchands à  
 Calvisson,  
 SANILOR Grand Sud, dont le siège social est situé 76 rue Lou Castel à Castries,  
 SAUR, dont le siège social est situé 429 rue Charles Nungesser, ZAC de Fréjorgues à Mauguio,  
 SOMES (SARP MEDITERRANEE), dont le siège social est situé ZAC Garosud, 2443 avenue de  
 Maurin à Montpellier,  
 SOREVIC, dont le siège social est situé ZAC des Fournels à Lunel,  
 SRA SAVAC, dont le siège social est situé 91 rue Maurice Le Boucher à Montpellier,  
 TTPR, dont le siège social est situé 530 rue Raymond Recouly à Montpellier.

**Pour la station d'épuration de Baillargues :**

ALLIANCE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 216 chemin de Campagne à  
 Sommières,  
 ASSAINISSEMENT 34, dont le siège social est situé ZI du Capiscol, rue Saint Victor à Béziers,  
 ASTRUC, dont le siège social est situé ZAE Les Trois Ponts à Fabrègues,  
 AXE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 228 rue de la Création à Cuers,  
 CITEC, dont le siège social est situé ZAE La Garrigue, rue Verdale à Saint André de Sangonis,  
 HPEP, dont le siège social est situé 124 chemin de Rouvière à Quissac,  
 MP ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé Boulevard Jacques Fabre de Morlhon, zone  
 de fret SNCF à Montpellier  
 MONTPELLIER ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé 11 rue Sainte Catherine à  
 Montpellier,  
 MONTPELLIER DEPANNAGE (GILBERT), dont le siège social est situé 194 rue de la Jasse de  
 Maurin à Montpellier,  
 ORIAD MEDITERRANEE, dont le siège social est situé ZAC du Vigné, 5 rue des Marchands à  
 Calvisson,  
 SANILOR Grand Sud, dont le siège social est situé 76 rue Lou Castel à Castries,  
 SAUR, dont le siège social est situé 429 rue Charles Nungesser, ZAC de Fréjorgues à Mauguio,  
 SOREVIC, dont le siège social est situé ZAC des Fournels à Lunel,  
 TTPR, dont le siège social est situé 530 rue Raymond Recouly à Montpellier.

**Pour la station d'épuration de Fabrègues :**

ALLIANCE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 216 chemin de Campagne à  
 Sommières,  
 ASSAINISSEMENT 34, dont le siège social est situé ZI du Capiscol, rue Saint Victor à Béziers,  
 ASTRUC, dont le siège social est situé ZAE Les Trois Ponts à Fabrègues,  
 AXE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 228 rue de la création à Cuers,  
 CITEC, dont le siège social est situé ZAE La Garrigue, rue Verdale à Saint André de Sangonis,  
 ETS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé Deves Expansion N°12 Parc Marcel  
 Dassault à Saint Jean de Vedas,

HPEP, dont le siège social est situé 124 chemin de Rouvière à Quissac,  
 MP ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé Boulevard Jacques Fabre de Morlhon, zone  
 de fret SNCF à Montpellier  
 MONTPELLIER ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé 11 rue Sainte Catherine à  
 Montpellier,  
 ORIAD MEDITERRANEE, dont le siège social est situé ZAC du Vigné, 5 rue des Marchands à  
 Calvisson,  
 SAUR, dont le siège social est situé 429 rue Charles Nungesser, ZAC de Fréjorgues à Mauguio,  
 TTPR, dont le siège social est situé 530 rue Raymond Recouly à Montpellier.

**ARTICLE 2** : La convention prend effet à compter de la date fixée par la notification de la convention à l'entreprise. Sa validité est de 3 ans à compter de la date de notification de la dite convention.

**ARTICLE 3** : Les tarifs sont les suivants : (valeurs au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

Station d'épuration de Maera à Lattes :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 30 € hors taxes par tonne.

Station d'épuration de Baillargues et Fabrègues :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 40 € hors taxes par tonne.

La TVA est à 10%.

La facturation s'effectue semestriellement (1er Juillet, 1er Janvier) par l'Exploitant. Les sommes dues sont exigibles sous un délai de 45 jours.

A défaut de règlement dans ce délai, l'Exploitant est en droit de demander des intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal.

**ARTICLE 4** : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté A 2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-417
Reçue en Préfecture le	- 9 SEP. 2015
Affichée le	- 9 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1101723.ec

Fait à Montpellier, le - 9 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3996DE15  
d'organisation du Montpellier In Game (MIG) 2015**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,

**CONSIDÉRANT** l'importance du développement de l'événement professionnel Montpellier In Game, organisé par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le développement du secteur local du jeu vidéo et de la création numérique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3996DE15 de Fournitures et de Services est passé avec l'association Idate agissant en tant que mandataire solidaire d'un groupement conjoint avec la société IsThisArt, dans le cadre d'un « Marché à Procédure Adaptée » d'un montant inférieur à 50 000 € H.T.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'organisation de l'événement professionnel Montpellier in Game 2015 dans la semaine du 14 au 20 novembre 2015.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 43 450 € H.T soit 52 140 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal Marion, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

Page 1 sur 2

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-425
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UMC M03091 A

1 8 SEP. 2015

Fait à Montpellier, le

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4030EA15 - Intercepteur Est  
Tranche 5 - Essais de réception des réseaux d'assainissement**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans le domaine « Service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de réaliser les essais de réception des réseaux d'assainissement de la Tranche 5 de l'Intercepteur Est sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4030EA15 de contrôles extérieurs est passé avec le groupement SARP Méditerranée / CITEC Assainissement sis 2443 av de Maurin – BP 75527 – 34071 MONTPELLIER .

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les essais de réception des réseaux d'assainissement de la tranche 5 de l'intercepteur est.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois.

**ARTICLE 4** : Ce marché à bon de commande est passé avec un maximum à 40 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-432
Reçue en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affichée le	21 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1101920 AV

Fait à Montpellier, le 21 SEP. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Decision relative à l'avenant n°1 au mandat d'étude de faisabilité  
en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 1500 000 euros H. T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Madame Chantal MARION dans les domaines «du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat»,

**CONSIDÉRANT** que le Schéma de Cohérence Territoriale, approuvé le 17 février 2006, identifie le secteur «Cannabe» comme un site d'extension urbaine,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-297 en date du 13 mai 2013 relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » sur la Commune de Cournonterral,

**CONSIDÉRANT** que les études menées dans le cadre du présent mandat et la rencontre avec les acteurs institutionnels font apparaître de nouveaux besoins en termes d'études préalables,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient donc d'avenanter le mandat initial pour acter :

- la modification de la durée du mandat ;
- de modifier le programme des études à mener par le mandataire ;
- de ré-estimer le montant des études à engager par le mandataire ;
- d'assortir la conduite d'études supplémentaires, d'une revalorisation de la rémunération versée au profit du mandataire ;

- de modifier les annexes du mandat initial, intitulées « enveloppe financière prévisionnelle » et programme et calendrier prévisionnel des études à faire réaliser », afin d'intégrer les nouvelles études à mener.

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : Un avenant au mandat initial relatif aux études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

**ARTICLE 2** : La durée prévisionnelle du mandat initial égale à 26 mois est portée à 40 mois.

**ARTICLE 3** : Le montant global du contrat initial égal à 85 500 € H.T est porté à 183 800 € H.T. Le montant global du mandat, après avenant, se décompose comme suit :

- 154 800 € H.T. en ce qui concerne les études ;
- 29 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération du mandataire.

**ARTICLE 4** : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-470
Reçue en Préfecture le	21 OCT. 2015
Affichée le	21 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102705.ec

Fait à Montpellier, le 21 OCT. 2015

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3928DC15 de "Remplacement et déplacement des CTA des quarantaines chaudes et froides de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-64 du 23 avril 2015 portant délégation de fonction à Monsieur AUDRIN dans le domaine « Valorisation et protection animale »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de « Remplacement et déplacement des CTA des quarantaines chaudes et froides de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3928DC15 de travaux est passé, pour le lot n°1, avec la société Hervé Thermique, 25, rue de la Garriguette, Europarc, CS 20 110, 34130 Saint Aunès.

Il est passé, pour le lot n°2, avec la société Souchon Construction, Green Park, 149, avenue du Golf, 34670 Baillargues.

Il est passé, pour le lot n°3, avec la société Carrillo, ZA du Mijoulan, 7, rue des Cades, 34680 St Georges d'Orques.

Il est passé, pour le lot n°4, avec la société Abise, 14 rue de l'Aiguillerie Basse, 34150 Aniane.

**ARTICLE 2** : Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 3 mois, période de préparation de 1 mois non comprise.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 166 476, 65 € H.T. soit 199 771, 98 € T.T.C.

Le montant du marché, pour le lot n°2, s'élève à 32 000 € H.T. soit 38 400 € T.T.C. (prestation supplémentaire ou alternative non retenue)

Le montant du marché, pour le lot n°3, s'élève à 59 000 € H.T. soit 70 800 € T.T.C.  
 Le montant du marché, pour le lot n°4, s'élève à 51 810 € H.T. soit 62 172 € T.T.C.  
 Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.


**ARTICLE 4 :** Monsieur AUDRIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-64 du 23/04/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-476
Reçue en Préfecture le	15 SEP. 2015
Affichée le	15 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1102744AV

Fait à Montpellier, le 15 SEP. 2015

M. ~~Yves~~ **AUDRIN**



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Valorisation et protection animales, Biodiversité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3983EA15 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'audit des inventaires du service de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'accompagnement à la gestion de la fin des contrats de délégation du service public d'eau potable, de maîtriser la connaissance de son patrimoine au travers notamment d'un contrôle de l'inventaire des moyens affectés au service,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3983EA15 de prestations intellectuelles est passé avec la société IRH INGENIEUR CONSEIL sise Bâtiment Laennec – Petit Arbois - CS 40443 – 13592 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et consiste à l'analyse des inventaires connus et mise en cohérence, à la vérification de terrain et rapport de visites techniques et une mise à jour des inventaires.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 49 785 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'eau potable de la Métropole, chapitre 20.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-478
Reçue en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affichée le	21 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc 110 2767 AV

Fait à Montpellier, le

M. R. REVOL

21 SEP. 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être contesté par un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SURGIMAB  
dans l'immeuble Cap Delta du Biopôle Euromédecine à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble Cap Delta du Biopôle Euromédecine à Grabels : la société SURGIMAB, représentée par Madame Françoise CAILLER est une SAS dont l'activité est le développement de technique innovante d'imagerie médicale et d'aide à l'acte chirurgical en temps réel. Elle est candidate à la location du lot 3.02 de 103,77 m<sup>2</sup> pour une période de 9 ans. L'entreprise projette un effectif de 5 à 8 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SURGIMAB ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-488
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	18 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UMC 1102974

Fait à Montpellier, le 18 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la candidature de la société  
ANNEALSYS dans le parc Eurêka à Montpellier**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Eurêka à Montpellier : la société ANNEALSYS représentée par Monsieur Jean-Paul LAPORTE est une SAS dont l'activité est la conception et la production de capteurs thermiques pour les laboratoires. Elle est candidate à l'acquisition du lot B25 de 2 550 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment mixte de bureaux et d'ateliers de 994 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 275 m<sup>2</sup>. L'entreprise projette un effectif de 18 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SAS ANNEALSYS ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-489
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	
Notifiée le	18 SEP. 2015
Identifiant	INC102977

Fait à Montpellier, le 18 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société BCD TRAVEL dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « **Montpellier Méditerranée Métropole** » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société BCD TRAVEL, représentée par Madame Valérie SASSET est une SAS dont l'activité est l'organisation de voyages d'affaires pour les professionnels. Actuellement locataire des lots B07, B08A et B08B représentant 1 262 m², elle est candidate à la signature d'un nouveau bail jusqu'à la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2017. La société emploie actuellement 100 personnes et prévoit un effectif constant à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société BCD TRAVEL ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-492
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	18 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1102998

Fait à Montpellier, le 18 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SMAG dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société SMAG, représentée par Monsieur Stéphane MARCEL est une SAS dont l'activité est la conception et l'édition de logiciels agricoles en ligne. Actuellement locataire des lots B02G, B10C, elle est candidate à la location supplémentaire du lot B10B soit un total de 937,40 m², jusqu'à la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2017. La société emploie actuellement 72 personnes et projette un effectif de 90 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société SMAG, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-493
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	unc 1103001

Fait à Montpellier, le 1 8 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3965MG15 Prestations d'installation, de location, de maintenance, et de dépose de système anti-intrusion - Attribution**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de sécuriser les locaux ou logements rendus vacants mais également les logements et/ou immeubles en cours de construction ou de réhabilitation, voire tout autre type de local ou garage, propriété de la Métropole de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3965MG15 de fournitures courantes et services est passé avec la société VPSitex.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la fourniture de prestations d'installation, de location, de maintenance et de dépose de système anti-intrusion.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an renouvelable une fois.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum du marché s'élève à 49 900 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

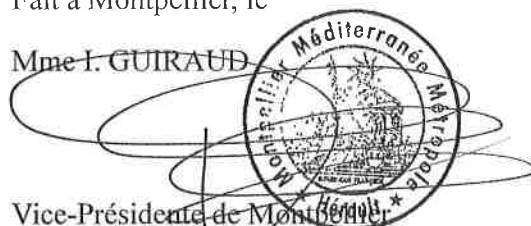
Décision n°	D2015-498
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	LMC 1103093

1 8 SEP. 2015

Fait à Montpellier, le

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3904BisRI15 de développements et maintenance de nouveaux modules de planification sur le logiciel VISUAL PLANNING**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** la collecte des déchets ménagers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole assurée d'une part par des entreprises privées et d'autre part par une Régie de collecte de la collectivité qui utilise le logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING pour l'organisation des tournées,
- **VU** les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 30 juin 2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité de faire développer deux nouveaux modules sur le logiciel VISUAL PLANNING pour la Régie de collecte notamment la planification des visites périodiques obligatoires (VGP) et la gestion anticipée des marchés publics, ainsi que d'éventuels modules rendus nécessaires par l'attribution de nouvelles compétences ou de nouveaux métiers à la Régie de collecte,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3904BisRII5 de développement et maintenance de nouveaux modules de planification sur le logiciel VISUAL PLANNING est conclu avec la société SABATIER GEOLOCALISATION, Ecoparc, 90 rue de la Sauge, 34130 SAINT AUNES.

**ARTICLE 2 :** Le présent marché est un marché mixte (forfaitaire et à bons de commande) et concerne les prestations suivantes pour la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- La partie forfaitaire comprend les développements de deux nouveaux modules sur le logiciel VISUAL PLANNING notamment la planification des visites périodiques obligatoires (VGP) et la gestion anticipée des marchés publics, ainsi que les prestations associées :
  - . l'installation, la mise en œuvre et le paramétrage des modules développés,
  - . la maintenance annuelle,
  - . l'assistance au démarrage, la formation des agents sur site, l'assistance utilisateur.
- La partie à bons de commande comprend :
  - . la conception de nouveaux modules rendus nécessaires par l'attribution de nouvelles compétences ou de nouveaux métiers à la Régie de collecte,
  - . l'assistance aux paramétrages,
  - . la maintenance annuelle,
  - . la formation des agents sur site.

**ARTICLE 3 :** Ce marché est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Le montant global du marché s'élève à cinquante-cinq mille quatre cent quatre-vingt-cinq euros H.T. (55 485 € H.T.), décomposé comme suit :

- la partie forfaitaire s'élève à quinze mille quatre cent quatre-vingt-cinq euros H.T. (15 485 € H.T.),
- la partie à bons de commande est limitée par un seuil maximum de quarante mille euros H.T. (40 000 € H.T.).

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitres 905 et 935.

**ARTICLE 5 :** Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-499
Reçue en Préfecture le	23 SEP. 2015
Affichée le	23 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo 3096 AV

Fait à Montpellier, le 23 SEP. 2015

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3980EA15 - Mission de Coordination  
en matière de Sécurité et de Protection de la Santé de catégorie II  
"Conception et réalisation des travaux de dévoiement de  
canalisations d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans le domaine du « service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de désigner un coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, en phase conception et réalisation en vue des travaux de dévoiement de canalisations d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3980EA15 de Coordination Sécurité et Protection de la Santé en phase conception et réalisation en vue des travaux de dévoiement de canalisations d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier, est passé avec la SARL SPS SUD EST, sise Quartier des Olives – Chemin des Espanets – Saint Pierre – 34500 MARTIGUES.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission de catégorie II.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification pour la phase de conception et par Ordre de Service pour la phase de réalisation. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 3 622,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-500
Reçue en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affichée le	21 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1103170 A

Fait à Montpellier, le

21 SEP. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3838DC15 de travaux de mise en conformité des ascenseurs de la médiathèque Emile Zola à Montpellier avec maintenance annuelle ultérieure**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « **Montpellier Méditerranée Métropole** » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des travaux de mise en conformité des ascenseurs de la médiathèque Emile Zola à Montpellier et de maintenance annuelle ultérieure,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3838DC15 de travaux est passé avec l'entreprise THYSENKRUPP ASCENSEURS sise à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des travaux de mise en conformité des ascenseurs de la médiathèque Emile Zola à Montpellier et de maintenance annuelle ultérieure, il est décomposé en 2 techniques, lot 1 travaux de remise à niveau technique et lot 2 maintenance préventive et corrective.

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution du lot 1 proposé par le candidat est de 12 semaines à compter de l'ordre de démarrage des travaux et le délai pour le lot 2 est d'un an reconductible 3 fois à compter de la 1<sup>ère</sup> réception des travaux du lot 1.

**ARTICLE 4** : Le montant lot 1 s'élève à 118 925 € H.T (prix global et forfaitaire) avec une prestation supplémentaire de 46 959 euros HT, soit un total de 165 884 € HT. Le montant annuel du lot 2 est de 8 438 euros HT. Pendant la durée du marché, des prestations ponctuelles de maintenance

corrective pourront être passées pour un montant maximum annuel de 10 000 euros HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

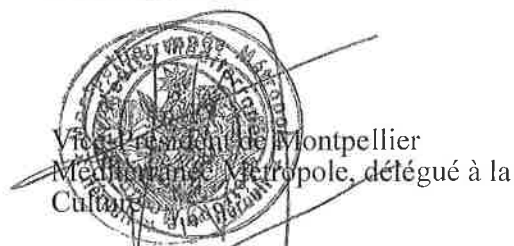
**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-503
Reçue en Préfecture le	23 SEP. 2015
Affichée le	23 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmc M032 00A

Fait à Montpellier, le

23 SEP. 2015

M. B. TRAVIER



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4029DE15 - Nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 46 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché avec une entreprise spécialisée pour le nettoyage et l'entretien des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (pépinières d'entreprises Cap Alpha, Cap Oméga et bâtiment Mibi),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de nettoyage et d'entretien des pépinières d'entreprises est passé avec la société KAROLA SERVICES dont le siège social est 386 Avenue de Fès 34080 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (pépinières d'entreprises Cap Alpha, Cap Oméga et bâtiment Mibi).

**ARTICLE 3:** Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois.

**ARTICLE 4:** Le montant total annuel estimatif du marché s'élève à 86 565,00 euros H.T. et se décompose en deux parties comme suit : montant de 81 055,00 euros H.T. forfaitaires au titre des prestations contractuelles de nettoyage auquel s'ajoute le montant estimatif de 5 510,00 euros H.T. au titre des prestations ponctuelles non programmables. Ces dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-505
Reçue en Préfecture le	15 SEP. 2015
Affichée le	15 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc 110 3322 AN

Fait à Montpellier, le

Mme C. MARION

15 SEP. 2015

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3934GD15  
concernant le suivi technique et financier du contrat de délégation de  
service public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST.**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril Meunier dans le domaine « prévention et valorisation des déchets et propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3934GD15 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est passé avec le groupement d'entreprises NALDEO SAS (mandataire) / FINANCE CONSULT dont le mandataire est sis 55, rue de la Villette 69425 LYON CEDEX 03.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le suivi technique et financier du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST.

**ARTICLE 3** : La durée de la mission est de trois ans à compter de la notification du marché.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif du marché s'élève à 139 800.00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-507
Reçue en Préfecture le	02 OCT. 2015
Affichée le	02 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo 3240. AV

Fait à Montpellier, le

11/10/2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché subséquent n°4014EA15 pour  
une extension du réseau d'eaux usées route de Bionne, rue Saint  
Priest et Chemin du Réservoir sur la commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de créer 3 extensions du réseau d'eaux usées route de Bionne, rue Saint Priest et chemin du Réservoir sur la commune de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4014EA15 d'extension du réseau d'eaux usées route de Bionne, rue St Priest et chemin du Réservoir est passé avec le groupement SOGEA/SOLATRAG/RAMPA sis 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des travaux d'extension et de branchements d'eaux usées route de Bionne, rue Saint Priest et chemin du Réservoir.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois y compris la période de préparation.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 119 929,16 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-510
Reçue en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affichée le	21 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmcl1403307-AU

Fait à Montpellier, le

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

21 SEP. 2015



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Tramway - Bouclage de la Ligne 4 - Réalisation des ascenseurs de la station Peyrou sur la terrasse du Palais de Justice - Convention d'autorisation de travaux et d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels - Autorisation de signature**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame I.GIANIEL en qualité de Vice-Présidente en charge des Transports et de la Mobilité,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,,
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame I.GIANIEL dans le domaine « Transports et Mobilité»,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à TaM un mandat pour l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation du tramway
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire, dans le cadre du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway, d'assurer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite à la station Peyrou-Arc de Triomphe, et pour ce faire de réaliser deux ascenseurs et leur local technique, qui doivent être implantés dans l'emprise du Palais de Justice,
- **CONSIDERANT** que cette emprise est une propriété du domaine public de l'Etat, administrée par le service des Domaines, et confiée en gestion au Palais de Justice,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat représenté par le service des Domaines, et le Palais de Justice gestionnaire, ont convenu que la Montpellier Méditerranée Métropole soit autorisée par une convention d'autorisation de travaux et d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels :

- d'une part à réaliser les travaux liés aux ascenseurs,
- d'autre part à occuper temporairement pendant la phase du chantier correspondant, le domaine public de l'Etat sur l'emprise désignée à l'article 2.

**ARTICLE 2 :** Les travaux seront réalisés sur le bien cadastré HR 205 à Montpellier, et sis 1 rue Foch. L'occupation temporaire est consentie sur une emprise de 78 m<sup>2</sup> en surface sur la terrasse et 113,9 m<sup>3</sup> en volume (75,7m<sup>3</sup> pour les travaux d'implantation de l'ascenseur + 38,2 m<sup>3</sup> occupés pour les travaux du local technique).

**ARTICLE 3** : L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour une durée dont le terme est fixé à la date du procès-verbal constatant l'achèvement des travaux et la levée des réserves, la durée totale ne pouvant excéder 24 mois à compter de la signature de la Convention.

**ARTICLE 4** : Conformément à la décision du Directeur régional des finances publiques de la région LANGUEDOC-ROUSSILLON et du département de l'HERAULT en date du 31 août 2015, l'autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GIANIEL Vice-Présidente en charge des Transports et de la Mobilité ainsi que Monsieur Jean Luc FRIZOT, Directeur Général de TaM, mandataire intervenant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole sont autorisés à signer la convention visée à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-511
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1103445

Fait à Montpellier, le

1 8 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux  
-Parcelle cadastrée section SO n° 55p - commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la SAS Gare de la MOGERE, représentée par son Directeur Général Monsieur Pierre LEJEUNE, sur une partie de la parcelle cadastrée section SO n° 55 située sur la commune de Montpellier, d'une contenance totale de 13 119m<sup>2</sup>, et d'une emprise approximative de 1 000m<sup>2</sup> concernée par les travaux.

**CONSIDERANT** que la SAS Gare de la MOGERE doit établir une piste de chantier en bordure Ouest de la parcelle précitée pour accéder au périmètre des travaux de construction de la future gare TGV dans le secteur de la Mogère,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de vingt huit mois, jusqu'au 31 décembre 2017, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Gare de la MOGERE, représentée par son Directeur Général Monsieur Pierre LEJEUNE, sur une partie de la parcelle cadastrée section SO n°55 située sur la commune de Montpellier, d'une contenance totale de 13 119m<sup>2</sup>, et d'une emprise approximative de 1 000m<sup>2</sup> concernée par les travaux.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit considérant le projet d'intérêt public de la construction d'une gare nouvelle.

**ARTICLE 3** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-514
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	18 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 403510

Fait à Montpellier, le 18 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché n°3628EA14 relatif au Dévoiement du collecteur unitaire rue de Boussinesq à Montpellier dit "ruisseau des vaches"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre en compte l'augmentation du montant des travaux relatifs aux mesures compensatoires demandées par le gestionnaire de voirie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3628 de dévoiement du collecteur unitaire rue de Boussinesq à Montpellier dit « ruisseau des vaches » est passé avec l'entreprise SADE sise Z.I 820 rue de la Marbrerie, BP 33, 34741 VENDARGUES CEDEX 1.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'augmentation des travaux relatifs aux mesures compensatoires demandées notamment par le gestionnaire de voirie et qui ont généré des modifications sensibles des quantités du marché.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 49 465.60 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 313 459.60 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-515
Reçue en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affichée le	21 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dme Mo3622.AN

Fait à Montpellier, le

21 SEP. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut donner lieu à  
d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif  
de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section  
B n°279, 280 et 318 - Commune de Murviel-lès-Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président,
- VU l'arrêté n°2015-17, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaine en date du 1<sup>er</sup> septembre 2015,
- VU le projet de promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Messieurs Philippe MICHEL et Bernard DAVIT, propriétaires, qui acceptent de céder les parcelles situées sur la commune de Murviel-Lès-Montpellier, cadastrées section B n° 279, 280 et 318, d'une contenance totale de 4 150m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que ces parcelles sont situées à l'intérieur d'un secteur recelant de nombreux vestiges et qu'elles jouxtent le forum du site Oppidum du Castellans dont Montpellier Méditerranée Métropole a décidé la préservation et la mise en valeur.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Messieurs Philippe MICHEL et Bernard DAVIT, propriétaires, les parcelles situées sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, cadastrées section B n°279, 280 et 318, d'une contenance totale de 4 150 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de huit mille trois cents euros (8 300,00 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-516
Reçue en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affichée le	21 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	EncM03625AN

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

21 SEP. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°V12.A-3299 de maintenance  
du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2015-308 approuvant le contrat n°V12.A-3299 de maintenance du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO, d'un montant annuel s'élevant à 6 079,20 € T.T.C., conclu avec la société AGYSOFT,
- VU la délibération n°12904 du 28 avril 2015 adoptant une convention de prestations de services en matière de commande publique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie de l'eau potable et de l'eau brute, en vue de la passation de marchés publics concernant cette dernière,
- VU l'acquisition d'un organisme et de deux accès supplémentaires pour l'utilisation du progiciel MARCO,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ces équipements,
- **CONSIDÉRANT** que seule la société AGYSOFT peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au contrat n°V12.A-3299 de maintenance du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO est conclu avec la société AGYSOFT, Parc Euromédecine, 95 rue Pierre Flourens, 34090 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne un organisme et deux accès supplémentaires pour l'utilisation du progiciel MARCO par la Régie de l'eau potable et de l'eau brute dénommée Aqua d'Oc - Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Cet avenant prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017, à l'identique du contrat initial.

**ARTICLE 4** : Le montant du présent avenant s'élève à mille cent vingt-cinq euros et dix-sept cents T.T.C. (1 125,17 € T.T.C.).

**ARTICLE 5** : Le nouveau montant annuel du contrat initial s'élève donc à sept mille deux cent quatre euros et trente-sept cents T.T.C. (7 204,37 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 6** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-517
Reçue en Préfecture le	23 SEP. 2015
Affichée le	23 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc11636384V

Fait à Montpellier, le 23 SEP. 2015

Mme C. MARION

  
Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelles cadastrées section CL n°56 - CM n°50 et 64 - CK n°53 et 65 - commune de Lattes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° 2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de la Société dénommée SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (SAAM), représentée par son Directeur Monsieur Christophe PEREZ, et domiciliée Etoile Richter – 45 Place Ernest Granier – CS 29502 à MONTPELLIER (34960) cedex 2, sur les parcelles situées sur la commune de Lattes, cadastrées section CL n°56 CM n°50 et 64 – CK n°53 et 65, d'une contenance totale de 10 905m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que la SAAM doit occuper temporairement les parcelles précitées afin de permettre la mise en œuvre des travaux de débroussaillage et la réalisation des diagnostics archéologiques préalables aux travaux d'aménagement de la ZAC ODE Acte 2 dont elle est concessionnaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de six mois à compter de sa notification, entre la SAAM et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire des parcelles situées sur la commune de Lattes, section CL n° 56 CM n°50 et 64 – CK n°53 et 65, d'une contenance totale de 10 905m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-518
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 1103648_AU

Fait à Montpellier, le 15 OCT. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Association ANTICOR, requête n°1504159-5"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1504159-5 par l'association ANTICOR le 27 juillet 2015 tendant à l'annulation de la délibération n°12984 du 28 mai 2015 relative à la subvention 2015 attribuée à l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE).

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-519
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 403662

Fait à Montpellier, le 1 8 SEP. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°2014cn086 d'assistance, de maintenance et d'exploitation du progiciel observatoire fiscal d'expertise et d'analyse OFEA**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition du progiciel observatoire fiscal d'expertise et d'analyse OFEA auprès de la société GFI PROGICIELS (marché n°2864DF11),
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance, la maintenance et l'exploitation des rôles et des fichiers fiscaux,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier ces prestations à la société GFI PROGICIELS au regard des brevets qu'elle détient concernant ce progiciel,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat n°2014cn086 d'assistance, de maintenance et d'exploitation des rôles et des fichiers fiscaux est conclu avec la société GFI PROGICIELS, 145 boulevard Victor Hugo, 93400 SAINT OUEN.

**ARTICLE 2 :** Ce contrat concerne le progiciel observatoire fiscal d'expertise et d'analyse OFEA installé à la Direction des Finances.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à huit mille sept cent quatre-vingt-six euros et quarante cents T.T.C. (8 786,40 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-520
Reçue en Préfecture le	19 OCT. 2015
Affichée le	19 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1103686_AU

Fait à Montpellier, le

19 OCT. 2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire Chemin Combe de la Treille et parcelles limitrophes - Commune de Murviel-lès-Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au Ministère de la Défense, Service du Commissariat des Armées – Groupement de soutien de la base de défense de Carcassonne, sur le Chemin Combe de la Treille et les parcelles limitrophes dont la parcelle section B n° 1003, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de trois jours maximum sur la période allant du 21 septembre 2015 au 1<sup>er</sup> octobre 2015,

**CONSIDERANT** que le Ministère de la Défense, Service du Commissariat des Armées – Groupement de soutien de la base de défense de Carcassonne organise une opération de déploiement de systèmes d'armes de défense sol-air sur la commune de Murviel-lès-Montpellier,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, il convient d'autoriser le déploiement du personnel et des engins de l'escadron de défense sol-air de la base aérienne 702 d'Avord effectuant des manœuvres d'entraînement dans le cadre de leur mission, à circuler et stationner sur les emplacements répertoriés sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole au Ministère de la Défense, Service du Commissariat des Armées – Groupement de soutien de la base de défense de Carcassonne pour l'occupation du Chemin Combe de la Treille situé sur la commune de Murviel-lès-Montpellier et les parcelles limitrophes dont la parcelle section B n° 1003, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de trois jours maximum sur la période allant du 21 septembre 2015 au 1<sup>er</sup> octobre 2015.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.



**ARTICLE 3** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-521
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	18 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UMC 1103703

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL 18 SEP. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4027GD15 - Location d'un véhicule de lavage de bacs sur châssis V.L. conclu avec la société L.V.E. - Location Voirie Environnement - Autorisation de signer le marché**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur, Cyril MEUNIER en qualité de Vice Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,

**CONSIDÉRANT** que la société L.V.E. (Location Voirie Environnement) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché 4027GD15 relatif à la location d'un véhicule de lavage de bacs de pré-collecte sur châssis V.L.,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché à bons de commande n° 4027GD15 de location d'un véhicule de lavage de bacs sur châssis VL, est conclu avec la société L.V.E. (Location Voirie Environnement) sise au 1, Avenue de l'Etang - 84000 AVIGNON.

**ARTICLE 2 :** Le marché prendra effet à compter de sa notification, pour une durée maximale d'un an.

**ARTICLE 3 :** Le montant minimum du marché s'élève à 55 000 € H.T, et le montant maximum du marché à 72 500 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-522
Reçue en Préfecture le	28 SEP. 2015
Affichée le	28 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1103724-AV

Fait à Montpellier, le

28 SEP. 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des équipements et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SARL  
LYS DES SABLES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société LYS DES SABLES, représentée par Madame Patricia MESLEM est une SARL dont l'activité est la conception, la fabrication, la commercialisation de matériels destinés aux soins esthétiques. Elle est candidate à la location du lot A2 de 112.50 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société LYS DES SABLES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-523
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1103776

Fait à Montpellier, le

1 8 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER  
Languedoc-Roussillon de la parcelle AV n°4 - Commune de Jacou**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- **VU** le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, la parcelle cadastrée section AV n° 4, située sur la commune de Jacou, pour une surface totale de 9 ha 10 a 08 ca,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle, acquise dans le cadre de réserves foncières par Montpellier Méditerranée Métropole, constitue une terre agricole qui peut conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la mise en culture de cette parcelle permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, la parcelle cadastrée section AV n°4, lieu-dit « Lou Pontil », située sur la commune de Jacou, pour une surface totale de 9 ha 10 a 08 ca.

**ARTICLE 2** : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, jusqu'au 30 octobre 2015.

**ARTICLE 3** : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de six mille trois cent euros (6 300€).

**ARTICLE 4 :** Madame Isabelle TOUZARD, Vice-présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-524
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	18 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1103773

Fait à Montpellier, le 18 SEP. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Restinclières - Terrain section AI n°377**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole «Montpellier Méditerranée Métropole» par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par les Consorts MASSY-HOFFMANN, représentés par Madame HOFFMANN Céline, domiciliée 8 rue des Plans à Restinclières,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 245m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AI n° 377, d'une contenance totale de 1 614m<sup>2</sup>, située sur la commune de Restinclières afin de permettre la mise en œuvre des travaux nécessaires au Schéma directeur d'assainissement de la Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de deux mois à compter du jour d'occupation des terrains, la période des travaux étant prévue entre novembre 2015 et mars 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole, les Consorts MASSY-HOFFMANN, représentés par Madame HOFFMANN Céline propriétaires de la parcelle située sur la commune de Restinclières, cadastrée section AI n°377, pour une emprise partielle de 245m<sup>2</sup> afin d'y réaliser les travaux du Schéma Directeur d'Assainissement.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de quatre mille Euros (4 000 €).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4** : Monsieur René REVOL, Vice-président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.



**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-526
Reçue en Préfecture le	18 SEP. 2015
Affichée le	18 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	unc 1103813

Fait à Montpellier, le

18 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur la parcelle section AI n°377 - Commune de Restinclières**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de servitude de passage perpétuelle en tréfonds de toutes canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Consorts MASSY-HOFFMANN, représentés par Madame HOFFMANN Céline, domiciliée 8, rue des Plans à Restinclières,
- **CONSIDERANT** que cette partie de la parcelle située sur la commune de Restinclières, cadastrée section AI n°377 est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées afin de permettre la mise en œuvre des travaux nécessaires au Schéma directeur d'assainissement de la Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole les Consorts MASSY-HOFFMANN, représentés par Madame HOFFMANN Céline, propriétaires de la parcelle située sur la commune de Restinclières, cadastrée section AI n°377, d'une contenance totale de 1 614 m<sup>2</sup> et d'une emprise de servitude de 245m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de six mille cent vingt cinq euros (6 125 €), frais d'actes en sus à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

**ARTICLE 4 :** Monsieur René REVOL, Vice-président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-527
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1103818

Fait à Montpellier, le 1 8 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature du marché n°3893GD15 concernant une mission pour la réalisation d'une enquête relative à la prévention et la gestion des déchets auprès des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** que la Métropole souhaite réaliser une enquête sur la prévention et la gestion des déchets auprès des habitants de son territoire,

**CONSIDÉRANT** l'appel public à la concurrence mis en ligne le 13 mai 2015 et l'analyse des offres,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3893GD15 de prestations intellectuelles est conclu avec la société QUALITEST sise 5 bis avenue FOCH 54000 NANCY.

**ARTICLE 2** : Ce marché consiste en la réalisation d'une enquête sur la prévention et la gestion des déchets auprès des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 13 820,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le marché, conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-528
Reçue en Préfecture le	07 OCT. 2015
Affichée le	07 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1103827AU

Fait à Montpellier, le

07 OCT. 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation de l'espace public propre de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3546EA14 d'étude de  
danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie Galabrun Boulbes en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie Galabrun Boulbes dans le domaine « Prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer une étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3546EA14 d'étude est passé avec l'entreprise Antea France sise à Perols (34470).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'étude de danger des digues de Montpellier Méditerranée Métropole. La tranche ferme a pour objet la réalisation du diagnostic initial de la digue du Lantissargues ainsi que l'étude de danger de digues du Lez, de la Mosson, du Lantissargues et de la Lironde. La tranche conditionnelle 1 concerne le diagnostic initial des digues et l'étude de danger des digues du Coulazou. La tranche conditionnelle 2 est la réalisation d'études de scénarios d'accidents supplémentaires.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification du marché pour la tranche ferme et pour une durée de 6 mois. La tranche conditionnelle 1 d'une durée de 4 mois et la tranche conditionnelle d'une durée d'une semaine débute à compter de la date fixée par ordre de service.

**ARTICLE 4** : Le montant global et forfaitaire du marché s'élève à 85 650 € H.T, soit 54 330 euros HT pour la tranche ferme, 26 350 euros HT pour la tranche conditionnelle 1 et 4 970 euros HT pour la tranche conditionnelle 2. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.


**ARTICLE 5** : Madame Jackie Galabrun Boulbes Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-529
Reçue en Préfecture le	29 SEP. 2015
Affichée le	29 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1103830-AU

Fait à Montpellier, le 29/09/2015

Mme J. GALABRUN-BOULBES

  
Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société XLR Capital pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- **CONSIDERANT** que la société XLR Capital a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de la société XLR Capital répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

DECIDE

**ARTICLE 1:** Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise XLR Capital pour la location d'un bureau de 14,60 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2:** La surface occupée par la société XLR Capital est constituée du module B0.24 situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI – 672, rue du Mas de Verchant – 34 000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 3:** La convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 30 septembre 2018.

**ARTICLE 4:** La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 14,60 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à ce jour à 197,24 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.



**ARTICLE 5 :** La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 6 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-530
Reçue en Préfecture le	08 OCT. 2015
Affichée le	08 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1103906-AU

Fait à Montpellier, le 08 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
NEW INSIGHT dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : la société NEW INSIGHT, représentée par Monsieur Pierre FRILLEY a pour activité l'édition de logiciels. Actuellement locataire du lot B02F représentant 170 m², elle est candidate au renouvellement de son bail jusqu'à la démolition de l'immeuble au 31 décembre 2017.  
NEW INSIGHT emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre 8 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société NEW INSIGHT représentée par Monsieur Pierre FRILLEY, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-532
Reçue en Préfecture le	08 OCT. 2015
Affichée le	08 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1103940-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

08 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
pour travaux - Parcelle cadastrée section SO n°55 - Chemin  
de la Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la SAS Gare de la MOGERE, représentée par son Directeur général Monsieur Pierre LEJEUNE, sur la parcelle cadastrée section SO n° 55 située sur la commune de Montpellier, d'une contenance totale de 13 119m<sup>2</sup>, et d'une emprise approximative de 1 000 m<sup>2</sup> concernée par les travaux.
- **CONSIDERANT** que la SAS Gare de la MOGERE doit établir une piste de chantier en bordure Ouest de la parcelle précitée pour accéder au périmètre des travaux de construction de la future gare TGV dans le secteur de la Mogère,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de vingt-huit mois à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015, jusqu'au 31 décembre 2017, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Gare de la MOGERE, représentée par son Directeur général Monsieur Pierre LEJEUNE, sur la parcelle cadastrée section SO n° 55 située sur la commune de Montpellier, d'une contenance totale de 13 119m<sup>2</sup>, et d'une emprise approximative de 1 000m<sup>2</sup> concernée par les travaux.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit considérant le projet d'intérêt public de la construction de la nouvelle gare.

**ARTICLE 3** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relation à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-533
Reçue en Préfecture le	21 SEP. 2015
Affichée le	21 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1103962-AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

21 SEP. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut donner lieu d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "MARTIN'S CLUB, requête n°1504769-5 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1504769-5 le 31/08/2015 par la SARL « MARTIN'S CLUB » contre le refus de Montpellier Méditerranée Métropole de réinstaller des bacs à ordures ménagères et conteneurs de tri sélectif sur leur emplacement initial sis à l'angle de la rue de la Monnaie et de la rue de Montpelieret à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-534
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UML 1103919

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

1 8 SEP. 2015



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3575bisUH14  
concernant l'étude urbaine sur le site du Baillarguet**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de première Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-1 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine « Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aire d'accueil des gens du voyage »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de faire réaliser une étude de faisabilité permettant la définition d'un projet architectural de logements sur le site du « Hameau de Baillarguet »,

**CONSIDÉRANT** la procédure de mise en concurrence suivie et l'analyse des offres,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3575bisUH14 de prestations intellectuelles est passé avec Barryquand et Frylender dont le siège social est 15 rue de la palissade à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne une étude de faisabilité d'un projet architectural de logements sur le site du « Hameau de Baillarguet » à Montferrier-sur-Lez.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 19 850 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Madame Catherine DARDE, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-1 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-535
Reçue en Préfecture le	02 OCT. 2015
Affichée le	02 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1103996 AU

Fait à Montpellier, le

02 OCT. 2015

Mme C. DARDE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de réduction du montant maximum du crédit et de prorogation de la date finale de disponibilité du contrat de financement de 75M € n° FI 81287/FR conclu avec la Banque Européenne d'Investissement**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

**CONSIDÉRANT** que la réduction du besoin de financement liée à un moindre coût des marchés de travaux nécessite la réduction du montant maximum du crédit non versé,

**CONSIDÉRANT** que le rythme prévisionnel des dépenses nécessite un report de versement du prêt n°FI 81287/FR,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant au contrat de financement n°FI 81287/FR est passé avec la Banque Européenne d'Investissement.

**ARTICLE 2** : Cet avenant réduit le montant maximum du crédit non versé de 40M€ (quarante millions d'euros), de sorte que le montant disponible jusqu'à la date finale de disponibilité soit de 35M€ (trente-cinq millions d'euros).

**ARTICLE 3** : Il proroge la date finale de disponibilité prévue au contrat jusqu'au 28 juillet 2016.

**ARTICLE 4** : Les autres stipulations du contrat demeurent inchangées.

**ARTICLE 5** : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les avenants visés à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-536
Reçue en Préfecture le	08 OCT. 2015
Affichée le	08 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime1103987AU

Fait à Montpellier, le 08 OCT. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'un contrat de location entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Yves NURIT**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire d'un bien immobilier situé au 590 rue de la Cavallade à Montpellier,
- **CONSIDERANT** que le décret n°2012-752 réforme la concession de logement de fonction, il convient d'établir un bail de location avec Monsieur Yves NURIT,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 2** : Le contrat de location concerne une maison en R+1, rénovée comprenant deux grandes pièces d'habitation en rez-de-chaussée avec cuisine intégrée équipée, salle d'eau et WC, le premier étage est accessible par un escalier intérieur et par un escalier extérieur plus confortable. Au premier étage, se trouve trois chambres, une salle de bain, un WC, ainsi qu'une grande salle de séjour avec cheminée.

**ARTICLE 3** : Le contrat de location prendra effet à compter de sa signature pour une durée de 6 ans.

**ARTICLE 4** : Le contrat est conclu pour un loyer annuel de 18 360 euros H.T, payable mensuellement.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-537
Reçue en Préfecture le	30 SEP. 2015
Affichée le	30 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc Mo3995 AV

Fait à Montpellier le

30 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4028DE15 passé avec la société COFELY GDF SUEZ pour la maintenance multi-technique des bâtiments du BIC (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord-cadre de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 46 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 euros H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché avec une entreprise spécialisée dans la maintenance multi technique avec travaux et prestations associées pour les bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de maintenance multi technique avec travaux et prestations associées est passé avec la société COFELY GDF SUEZ Agence Languedoc Roussillon dont le siège social est 1095 rue Henri Becquerel 34960 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la maintenance multi technique avec travaux et prestations associées des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi)

**ARTICLE 3:** Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois.

**ARTICLE 4:** Le montant du marché s'élève à 45 060,00 euros H.T. et le montant des prestations ponctuelles est plafonné à 30 000,00 euros H.T. La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-539
Reçue en Préfecture le	15 SEP. 2015
Affichée le	15 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Jme1104067 AV

Fait à Montpellier, le

15 SEP. 2015

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Bien  
situé 1579 route de Mende, cadastré AS n°306 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L213.- 3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- VU la Déclaration D'Intention d'Aliéner (DIA), envoyée par Maître ALCAIX, Notaire à Lyon ( Cours Lafayette), reçue le 30 juillet 2015, concernant la vente du bâtiment C composé de 218 studios de 14m<sup>2</sup>, à usage d'habitation, libres d'occupation, vendus à la découpe, au prix de 75 000€ HT l'unité, soit un prix total de 16 350 000 € H.T, situé 1579 route de Mende à Montpellier, sur la parcelle cadastrée AS 306,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier, afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L300-1 du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition de 218 studios de 14m<sup>2</sup>, à usage d'habitation, libres d'occupation, vendus à la découpe, composant le bâtiment C, situés 1579 route de Mende à Montpellier, sur la parcelle cadastrée AS 306.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-541
Reçue en Préfecture le	1 8 SEP. 2015
Affichée le	1 8 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	UMC1104082

Fait à Montpellier, le 1 8 SEP. 2015  
M. Philippe SAUREL  
Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3969DC15 de conception et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de conception et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre,

**CONSIDÉRANT** la procédure de mise en concurrence à la suite de la parution d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 27 mai 2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3969DC15 de conception et maîtrise d'œuvre, est passé avec la société ISBA, 14 allée de Condé, 93600 AULNAY SOUS BOIS.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la conception et la maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 15 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-542
Reçue en Préfecture le	20 OCT. 2015
Affichée le	20 OCT 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1104221 AV

Fait à Montpellier, le 20 OCT. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession de matériels  
photographiques à l'Hôtel des ventes de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi El Kandoussi en qualité de Conseiller délégué,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Abdi El Kandoussi dans le domaine « Communication »,
- **CONSIDERANT** que la Métropole n'a pas intérêt à conserver du matériel photographique vétuste,],

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un lot de matériels photographiques usagés (appareils photos, flash, batteries,...) est cédé à l'Hôtel des Ventes Chemin de Poutingon à Montpellier, pour être vendus aux enchères.

**ARTICLE 2** : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères..

**ARTICLE 3** : Monsieur le Conseiller délégué spécial est autorisé à signer le contrat et les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-543
Reçue en Préfecture le	02 OCT. 2015
Affichée le	02 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc M04225 AU

Fait à Montpellier, le

02 OCT. 2015

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller spécial, délégué à la  
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrain section AB n°150 - Commune de Montferrier-sur-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les convention temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par Monsieur FRANCES Rémi, domicilié 188 route de Mende à Montferrier-sur-Lez,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 2 900 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée AB n°150, d'une contenance totale de 11 538 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Montferrier-sur-Lez, pour permettre la réalisation d'une chambre de vannes nécessaire au réseau d'alimentation de la station Arago en eau brute.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de trois mois devant intervenir entre le mois d'octobre 2015 et le mois de mars 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur FRANCES Rémi, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Montferrier-sur-Lez, cadastrée section AB n°150, d'une contenance totale de 11 538 m<sup>2</sup> et une superficie de 2 900 m<sup>2</sup> concernée par l'emprise des travaux.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de deux mille sept cents Euros (2 700 €).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget « Eau » de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-544
Reçue en Préfecture le	30 SEP. 2015
Affichée le	30 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmc1104236AU

Fait à Montpellier, le

30 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - section parcelles cadastrées  
CL n°8 et 1/88<sup>ème</sup> de CK n°44, CL n°39, CO n°64 et CO n°65 - Commune de Juvignac.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'exercer, au nom de la Métropole, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme que la Métropole en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur,
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** l'arrêté Préfectoral n°2010-01-337 en date du 4 février 2010, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la Commune de Juvignac,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 7 août 2015, envoyée par Maître Christophe CLARET, notaire à Villeneuve-les-Maguelone, mandataire de Monsieur Joseph PEREZ, reçue en Maire de Juvignac, le 11 août 2015 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 19 août 2015, concernant les parcelles cadastrées CL n°8 et 1/88<sup>ème</sup> de CK n°44, CL n°39, CO n°64 et CO n°65, d'une superficie totale de 5 830 m<sup>2</sup>, situées sur la Commune de Juvignac, au lieudit Ravin de Caunelles, en nature de landes et de nature de chemin au prix de 35 106 euros en valeur libre,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 2 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, des parcelles cadastrées CL n°8 et 1/88<sup>ème</sup> de CK n°44, CL n°39, CO n°64 et CO n°65, d'une superficie totale de 5 830 m<sup>2</sup>, situées sur la Commune de Juvignac, au lieudit Ravin de Caunelles, en nature de landes et de nature de chemin, auprès de Monsieur Joseph PEREZ domicilié 8 rue des Balestiers à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition des biens libres d'occupation est fixé à 35 106 euros conformément à l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-545
Reçue en Préfecture le	05 OCT. 2015
Affichée le	05 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	2mc1104244-AU

Fait à Montpellier, le

05 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur le commune de Montpellier - Terrain section EY n°37 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par les Copropriétaires de la résidence Lou Clapas, domiciliés 14 rue Nouvelle à Montpellier, représentés par le Syndic de copropriété Ethigestion ayant son siège 48 rue Estelle à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 450m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section EY n° 37, d'une contenance totale de 1 014 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Montpellier afin de permettre la mise en œuvre des travaux de remplacement d'une canalisation d'eau potable existante DN 150 sur 365 mètres linéaires.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire pour travaux est consentie pour une durée de deux mois jusqu'en décembre 2015, entre Montpellier Méditerranée Métropole le Syndic de copropriété Ethigestion représentant les Copropriétaires de la résidence Lou Clapas, propriétaires de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section EY n° 37, pour une emprise partielle de 450 m<sup>2</sup> afin de réaliser les travaux de remplacement de la conduite d'eau potable existante.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux, et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-547
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc Mo 4322AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

15 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre n°3019DC12 d'emballage et de transport d'œuvres appartenant au musée Fabre de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment d'approuver et conclure tous les avenants aux accords cadres quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « CULTURE »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de proroger d'une durée de 3 mois l'accord cadre n°3019DC12 relatif à l'emballage et au transport d'œuvres appartenant au musée Fabre de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 à l'accord cadre n°3019DC12 d'emballage et de transport d'œuvres appartenant au musée Fabre de Montpellier, est passé avec les entreprises titulaires de l'accord-cadre, Atlantic Logistique, ZA de la Petite Meilleraie, 38 bis rue de la Poste, 44840 Les Sorinières, LP Art, 274 rue de Rosny, 93100 Montreuil et Léon Aget, 13 et 15 boulevard de Briançon, 13003 Marseille,.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant a pour objet la prorogation de l'accord cadre n°3019DC12 d'une durée de trois mois à compter du 11 octobre 2015 soit jusqu'au 10 janvier 2016.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant n'a aucune incidence financière sur le montant de l'accord cadre.

**ARTICLE 4 :** Le montant de l'accord cadre s'élève à 180 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-548
Reçue en Préfecture le	20 OCT. 2015
Affichée le	20 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1104335-AV

Fait à Montpellier, le 20 OCT. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une constitution de partie civile**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°14275000174 devant le Tribunal pour enfants de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 1296 € T.T.C (Mille deux cent quatre-vingt-seize euros)

**ARTICLE 3** : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-550
Reçue en Préfecture le	30 SEP. 2015
Affichée le	30 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc/104374AU

Fait à Montpellier, le

30 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3985RI15 - Mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame C. MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame C. MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société Orange sis à Toulouse.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant total minimum du marché s'élève à 20 000 € H.T et maximum à 200 000€ H.T.

**ARTICLE 5** : Madame C. MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-552
Reçue en Préfecture le	22 OCT. 2015
Affichée le	22 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104397AU

Fait à Montpellier, le

22 OCT. 2015

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EDES pour la location d'un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion du louages de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail.
- **VU** l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, loue actuellement par une décision n°D2014-532 du 11 septembre 2014 un local dont la Métropole est propriétaire, situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier au profit de la société EDES, inscrite au RCS de Montpellier sous le n°B 533 120 390,
- **CONSIDERANT** que le contrat de location arrivera à terme le 30 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** que pour assurer la continuité de la société EDES, il est nécessaire de conclure un avenant n° 1 au contrat de location afin de le prolonger jusqu'au 31 décembre 2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole et la société EDES signe un avenant n°1 au contrat de location du 1<sup>er</sup> octobre 2014 qui porte sur la location d'un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.

**ARTICLE 2** : L'avenant n° 1 modifie l'article 3 « Durée » du contrat de la manière suivante :  
« Le contrat est conclu pour une période s'achevant au 31 décembre 2015 ».

**ARTICLE 3** : Les autres dispositions au contrat reste inchangées.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-553
Reçue en Préfecture le	08 OCT. 2015
Affichée le	08 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1104400 AV

Fait à Montpellier, le 08 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°3738T14 "Impression et livraison d'affiches moyens et grands formats pour les besoins en communication de Montpellier Méditerranée Métropole"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi El Kandoussi en qualité de Conseiller délégué,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Abdi El Kandoussi dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT** que le montant maximum du marché a été atteint, il est nécessaire de poursuivre l'impression d'affiches pour les besoins en communication,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3738T14 d'Impression et livraison d'affiches moyens et grands formats est passé avec le titulaire du marché, la société Editions MIMOSA domiciliée à Montpellier (34000) car le montant maximum du marché a déjà été atteint.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'augmentation du montant maximum du marché, initialement à 40 000 € H.T.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 6 000 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant maximum du marché s'élève à 46 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitres 930, 933, 935, 936 et 937.

**ARTICLE 5** : Monsieur Abdi El Kandoussi, Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-554
Reçue en Préfecture le	19 OCT. 2015
Affichée le	20 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc M0445AU

Fait à Montpellier, le 19 OCT. 2015

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller spécial, délégué à  
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "requête 1504973-3 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en réparation pour préjudice subi n°1504973-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 septembre 2015 par Monsieur Chokri HASNOUN suite à une chute dont il a été victime dans le cadre de ses fonctions d'éducateur APS au centre nautique « Neptune » sis quartier de la Paillade à Montpellier.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-559
Reçue en Préfecture le	30 SEP. 2015
Affichée le	30 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc/104453AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

30 SEP. 2015



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4002EA15 - Diagnostic détaillé de plusieurs ouvrages de stockage d'eau potable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de faire le diagnostic détaillé de sept (7) ouvrages de stockage d'eau potable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

**CONSIDÉRANT** l'avis d'appel public à la concurrence publié le 30 juin 2015 et la procédure d'analyse des offres suivie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4002EA15 de diagnostic détaillé de plusieurs ouvrages de stockage d'eau potable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec la société GINGER CEBTP sise 12 rue des Frères Lumière – Parc d'Activité Clément Ader - 34830 JACOU.

**ARTICLE 2** : Ce marché est un marché public de services.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de trois (3) mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 29 600 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'eau potable de la Métropole, chapitre 20.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

Page 1 sur 2

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-560
Reçue en Préfecture le	08 OCT. 2015
Affichée le	08 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1604469-AU

Fait à Montpellier, le

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice " Raymonde AIMES, juridiction de l'expropriation "**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la saisine du juge de l'expropriation le 22 septembre 2015 par Madame Raymonde Aimes pour fixation judiciaire du prix au titre de l'expropriation de la parcelle CO n°29 sise lieu dit Lironde à Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-561
Reçue en Préfecture le	30 SEP. 2015
Affichée le	30 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1109503-AU

Fait à Montpellier, le 30 SEP. 2015.

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "GRAS jean-Marie - Juridiction de l'expropriation"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la saisine du juge de l'expropriation pour fixation judiciaire du prix par Monsieur Jean-Marie GRAS au titre de l'expropriation d'une emprise de 5 191 M2 sur la parcelle cadastrée CN n°15 sise lieu-dit Soriech à Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-562
Reçue en Préfecture le	30 SEP. 2015
Affichée le	30 SEP. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104505-AU

Fait à Montpellier, le 30 SEP. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société  
NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 11 octobre 2011 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Nadra Technologies pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 avril 2012, 4 avril 2013 et 4 novembre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 septembre 2015, que la société Nadra Technologies n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**DECIDE**

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société Nadra Technologies pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société Nadra Technologies pour la surface de 58,35 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 849,00 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-567
Reçue en Préfecture le	08 OCT. 2015
Affichée le	08 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo 4577-A

Fait à Montpellier, le 08 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être contesté par voie d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DLP  
(nom commercial Dehors Les Petits) au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 2 octobre 2012 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société DLP pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1<sup>er</sup> février 2013, 12 juin 2013, 6 octobre 2014 et 5 janvier 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 septembre 2015 et que la société DLP n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DLP pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DLP pour la surface de 14,03 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 189,55 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-568
Reçue en Préfecture le	0 8 OCT. 2015
Affichée le	0 8 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1104585 AU

Fait à Montpellier, le 0 8 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ENEKIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> novembre 2011 passée entre la Métropole et la société ENEKIO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 28 novembre 2013 et 17 novembre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 octobre 2015 et que la société ENEKIO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ENEKIO pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 octobre 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ENEKIO pour la surface de 81,48 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 941,09 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-569
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1104592AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

15 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
OXELTIS dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels : la société OXELTIS, représentée par Monsieur Jean-Marc ALLAIRE est une SAS dont l'activité est la prestation de recherche « chimie médicinale ». Elle est candidate à la location du lot 3.01 de 293.73 m<sup>2</sup> pour une période de 9 ans. L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société OXELTIS ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-570
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1104597AU

Fait à Montpellier, le 15 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société TSF dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier : la société TSF, représentée par Monsieur Thierry de SEGONZAC est une SA dont l'activité est la location de moyens techniques de tournage. Elle est candidate à la location du lot A11 de 221.64 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société TSF ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-571
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc M04600.AU

Fait à Montpellier, le

15 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 13 avril 2010 passée entre la Métropole et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2010, 21 juillet 2011, 17 octobre 2011, 23 janvier 2012, 21 mars 2013, 11 avril 2014, 20 mai 2014 et 24 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 octobre 2015 et que la société QUALTERA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA pour la surface de 203,45 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 960,20 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-572
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1104611-AU

Fait à Montpellier, le

15 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux  
par la société EVAL & GO et son extension sur une surface  
complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 14 décembre 2010 passée entre la Métropole et la société EVAL & GO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 novembre 2011, 26 janvier 2012, 28 juin 2013, 28 novembre 2013, 6 octobre 2014 et 19 décembre 2014,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance le 30 novembre 2015 et que la société EVAL & GO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société EVAL & GO a exprimé le souhait d'étendre son activité sur une surface complémentaire de 14,78 m<sup>2</sup> libre de toute occupation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2015, soit jusqu'au 31 mai 2016.

**ARTICLE 2 :** Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société EVAL & GO est autorisée, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2015, à étendre son activité sur une surface de 14,78 m<sup>2</sup>, formant partie du module répertorié B219 situé en zone verte au premier étage de la pépinière Cap Omega.

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société EVAL & GO passe de 75,20 m<sup>2</sup> à 89,98 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3 :** A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface de 89,98 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 309,21 m<sup>2</sup> euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-574
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1104637-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

15 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Bien  
situé 5 rue Levat, cadastré EW n°304 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), envoyée par Maître Dossa, Notaire à Montpellier et reçue en Mairie de Montpellier le 11 septembre 2015, concernant la vente du lot de copropriété n°7 en rez-de-chaussée, représentant 51/1000 ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré EW n°34, pour une contenance de 255 m², situé 5 rue Levat à Montpellier, correspondant à un garage à usage mixte, d'atelier et de bureau actuellement en location, au prix de 145 000 €,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier, afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du lot de copropriété n°7 en rez-de-chaussée, représentant 51/1000 ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré EW n°34, pour une contenance de 255 m², situé 5 rue Levat à Montpellier, correspondant à un garage à usage mixte, d'atelier et de bureau actuellement en location.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-575
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Bmc1104643-AU

Fait à Montpellier, le 15/10/2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Bien situé  
4 rue Général Claparède, cadastré HW n°53 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), envoyé par Maître Philippe TZELEPOGLOU, Notaire à Castries, reçue en Mairie de Montpellier le 20 août 2015, concernant la vente d'un bien d'une surface habitable de 100 m<sup>2</sup>, à usage d'habitation, occupé par le propriétaire, situé 4 rue du Général Claparède à Montpellier, sur la parcelle cadastrée HW n°53, d'une surface totale de 46 m<sup>2</sup>, vendu au prix de 180 000 € dont 4 000 € de mobilier et des frais de commission à hauteur de 10 000 € à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier, afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition d'un bien d'une surface habitable de 100 m<sup>2</sup>, à usage d'habitation, occupé par le propriétaire, situé 4 rue du Général Claparède à Montpellier, sur la parcelle cadastrée HW n°53, d'une surface totale de 46 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et chargé, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-577
Reçue en Préfecture le	15 OCT. 2015
Affichée le	15 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc M046S1-AU

Fait à Montpellier, le 15/10/2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

### **PARTIE 3**

### **ARRETES**

<b>Arrêté n°2015-150 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule", Autorisation de stationner n°67	148
<b>Arrêté n°2015-164 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement SA Clinique Clémentville (Groupe OC Santé) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	151
<b>Arrêté n°2015-165 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement UNION MUTUALISTE PROPARGA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	158
<b>Arrêté n°2015-166 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Français du sang Pyrénées Méditerranée dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	164
<b>Arrêté n°2015-167 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement SNCF TGV (vidange) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	170
<b>Arrêté n°2015-168 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement IDEXX Montpellier SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	176
<b>Arrêté n°2015-169 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Clinique RECH dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	182
<b>Arrêté n°2015-172 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Clinique St Jean (Groupe Cap Santé) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	188
<b>Arrêté n°2015-173 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SCM Scintidoc dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	195
<b>Arrêté n°2015-175 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CIRAD (Lavalette, Baillarguet, et Parc Scientifique) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	201
<b>Arrêté n°2015-176 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CIRAD (Site de la Technologie) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	208
<b>Arrêté n°2015-177 :</b> Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Clinique Beausoleil dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	214

<b>Arrêté n°2015-178</b> : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Clinique du Millénaire dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	220
<b>Arrêté n°2015-181</b> : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Clinique Fontfroide dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	226
<b>Arrêté n°2015-183</b> : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Institut de Recherche pour le Développement dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	232
<b>Arrêté n°2015-184</b> : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Polyclinique St Roch dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	238
<b>Arrêté n°2015-185</b> : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Maison Médicale de la 32ème dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	245
<b>Arrêté n°2015-186</b> : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Régie Linge Développement dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	251
<b>Arrêté n°2015-193</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier- Autorisation de stationner n°47	257
<b>Arrêté n°2015-194</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur la commune de Montpellier - changement de véhicule. Autorisation de stationner n°74	260
<b>Arrêté n°2015-195</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier- Autorisation de stationner n°71	263
<b>Arrêté n°2015-196</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°19	266
<b>Arrêté n°2015-197</b> : Délégation de signature relative à la situation administrative individuelle des agents et des non renouvellements de contrats accordée à Mme Christel Célié (Arrêté n°A2014-36 abrogé)	269
<b>Arrêté n°2015-198</b> : Délégation de signature relative aux ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole accordée à Mme Christel Célié (Arrêté n°A2014-70 abrogé)	271
<b>Arrêté n°2015-199</b> : Arrêté portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole (Arrêté n°A2015-116 abrogé)	273
<b>Arrêté n°2015-200</b> : Délégation de signature relative aux bons de commande du pôle Ressources et Moyens accordée à Mme Christel Célié (Arrêté n° A2014-22 abrogé)	275
<b>Arrêté n°2015-201</b> : Délégation de signature relative aux ordres de service du pôle Ressources et Moyens accordée à Mme Christel Célié (Arrêté A2014-33 abrogé)	277

ARRETES OCTOBRE - NOVEMBRE 2015	Pages
<b>Arrêté n°2015-202</b> : Délégation de signature relative aux attestations de services faits du pôle ressources et Moyens accordée à Mme Christel Célié (Arrêté n°A2015-73 abrogé)	279
<b>Arrêté n°2015-205</b> : Désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires (Arrêté n°A2015-61 abrogé)	282
<b>Arrêté n°2015-206</b> : Délégation de signature relative aux procédures marchés relevant de la Direction des Ressources Humaines d'un montant inférieur à 50 000 € HT (Arrêté n°A2015-72 abrogé)	287
<b>Arrêté n°2015-207</b> : Autorisation d'exploiter un taxi relais sur la commune de Jacou	289
<b>Arrêté n°2015-210</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols - Changement de véhicule	292
<b>Arrêté n°2015-211</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Grabels -SARLPORTEFAIX-Autorisation de stationner n°1	295
<b>Arrêté n°2015- 212</b> : Arrêté portant modification de la composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole (Arrêté n°A2015-192 abrogé)	298
<b>Arrêté n°2015-213</b> : Délégation de signature relative aux dépôts de plaintes du Pôle CSS (Arrêté n°A2015-190 abrogé)	300
<b>Arrêté n°2015-219</b> : Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier	303
<b>Arrêté n°2015-220</b> : Autorisation de stationner sur la commune de Pérols - Changement de véhicule - Comptier Marie Elisabeth épouse Colombo	305
<b>Arrêté n°2015-221</b> : Arrêté de Péril imminent - Bâtiment sis 11, rue du Pont de Lattes à Montpellier 34000	308
<b>Arrêté n°2015-222</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule", Autorisation de stationner n°132	311
<b>Arrêté n°2015-223</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule", Autorisation de stationner n°5	313
<b>Arrêté n°2015-224</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac "Changement de véhicule", Autorisation de stationner n°03	315
<b>Arrêté n°2015-225</b> : Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°5 du Plan d'Urbanisme de la Commune de Pérols	318
<b>Arrêté n°2015-226</b> : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n° du Plan d'Urbanisme de la commune de Pérols	320
<b>Arrêté n°2015-231</b> : Représentation du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage par Mme Isabelle TOUZARD pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site d'intérêt communautaire FR 9101393 ' Montagne de la Moure et Causse d' Aumelas '	323
<b>Arrêté n°2015-232</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule", Autorisation de stationner n°121	325
<b>Arrêté n°2015-233</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule", Autorisation de stationner n°115	328

<b>Arrêté n°2015-234 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°109	331
<b>Arrêté n°2015-235 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°104	334
<b>Arrêté n°2015-236 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule", Autorisation de stationner n°90	337
<b>Arrêté n°2015-237 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°83	340
<b>Arrêté n°2015-238 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°69	343
<b>Arrêté n°2015-239 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°36	346
<b>Arrêté n°2015-240 :</b> Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°3	349
<b>Arrêté n°2015-243 :</b> Délégation de fonction est accordée à Madame Régine Illaire, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger et voter le 30 novembre 2015 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Président	352



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°67**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;



- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur Sébastien FARINEAU en date du 14 juin 2005
- VU la faculté donnée à Monsieur FARINEAU de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par Monsieur Ali MOHAMED pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 23 mars 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Ali MOHAMED né le 26 octobre 1984 à Sète (34), domicilié à 52, place du Chalut à Sète (34200) est autorisé à stationner avec le véhicule **SKODA, Octavia**, immatriculé **DR-953-AL**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 67, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Arrêté n°	A2015-150
Transmis en Préfecture le	01.10.2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 1102580

Fait à Montpellier, le 29/09/2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut être l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE (GROUPE OC SANTE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
  - **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
  - **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
  - **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
  - **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
  - **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
  - **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
  - **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement SA Clinique CLEMENTVILLE reçue le 7 Septembre 2010;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
  - **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
  - **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE, dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2, représenté par Monsieur Guillaume PONSEILLE, en qualité de Directeur, situé au 25 rue de Clémentville à Montpellier 34070, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : KS 59, 72, 174, KR 178, 180, 493 et 511. ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Activités de soins,
- Cancérologie,
- Chirurgie,
- Maternité,
- Médecine nucléaire,
- Oncologie et pneumologie,
- Soins d'urgence,
- Chimiothérapie,
- Maternité,
- Restauration,
- Locaux techniques.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue des Coronilles à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 70 B 135
- N° SIRET : 470 801 358 00016
- Code NAF : 851 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

L'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE abrite dans ces locaux une entreprise :  
SCM SCINTIDOC

dont le siège social est situé au 25 rue de Clémentville à Montpellier 34070, représenté par Madame FAUROUX-VANAUD Régine, en qualité de Médecin Nucléaire,

L'activité de la société SCM SCINTIDOC est celle d'un Etablissement de santé, Qui comporte les opérations industrielles suivantes :

- Médecine nucléaire.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 390 098 465

- N° SIRET : 390 098 465 00011
- Code APE : 8219 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis

délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article L331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,

de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



Arrêté n°	A2015-164
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1103268

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

09 nov 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement UNION MUTUALISTE PROPARA ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARA, dont le siège social est situé au 263 rue du Caducée, Parc Euromédecine, à Montpellier 34090, représenté par Monsieur Jérôme COMBESCURE, en qualité de Directeur délégué, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TB 11, 13, 22 et 24, ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Sanitaire (SSR) (Centre de rééducation fonctionnelle)
- Médico-social (MAS)

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 263 rue du Caducée, Parc Euromédecine, à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 479 343 584 00013
- Code APE : 6512 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

**6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

**6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

**Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES****7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-165
<b>Transmis en Préfecture le</b>	13 NOV. 2015
<b>Affiché le</b>	13 NOV. 2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	ImcMo3206AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

13 NOV. 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de  
l'ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANE  
dans le système de collecte et de traitement de de Montpellier Méditerranée  
Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE (EFS) ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;



- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE (EFS),

dont le siège social est situé Avenue de Grande-Bretagne BP 3210 31027 TOULOUSE Cedex, représenté par Monsieur Michel STIENT, en qualité de Secrétaire Général, situé 392 Avenue du Professeur Jean Louis Viala, Zac Euromédecine à Montpellier 34000 implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : T0 62, 123 et 230 ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de Prélèvements et Laboratoires d'analyses médicales pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Détection de micro-organismes dans les matières sanguines,
- Traitement d'irradiation de produits sanguins.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du Professeur Jean Louis Viala, Zac Euromédecine, à Montpellier 34000.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS et N° SIRET : 428 822 852 01076
- Code NAF : 8690 C

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires
Agrément AFSSAPS

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)  
de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité  
et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de

Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE de

rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PYRENEES MEDITERRANEE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-166
<b>Transmis en Préfecture le</b>	13 NOV. 2015
<b>Affiché le</b>	13 NOV. 2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Dnc 1103224-AR

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SNCF TGV (vidange) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SNCF TGV (vidange) ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement SNCF TGV (vidange), dont la raison sociale est SNCF Etablissement de Maintenance du Matériel Languedoc Roussillon dont le siège social est situé à 72 avenue du président Wilson à Béziers 34500, représenté par Monsieur BOURDON Alain, en qualité de Directeur de l'Etablissement, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OL 27 et OO 16, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Maintenance et nettoyage de matériels ferroviaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Vidange et remplissage des sanitaires et autres réservoirs des véhicules
- Mise en propreté générale intérieure

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 56 avenue du Marché Gare à Montpellier

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : RC Paris B 552 049 447
- N° SIRET : 552 049 447 72 518
- Code NAF : 4910 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SNCF TGV (vidange) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SNCF TGV (vidange), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SNCF TGV (vidange) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.



Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SNCF TGV (vidange) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SNCF TGV (vidange) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SNCF TGV (vidange) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SNCF TGV (vidange), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SNCF TGV (vidange) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SNCF TGV (vidange) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-167
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	INC M03273

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement IDEXX MONTPELLIER SAS reçue le 30/04/2014 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS,  
dont le siège social est situé au 326 rue de la Galera 34090 Montpellier,  
- représenté par Monsieur LETERME Serge en qualité de Responsable de site,  
- situé au 326 rue de la Galera 34090 Montpellier,  
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TE 51, TE 52, TE 53, TE 124,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Développement, fabrication et commercialisation de réactifs de diagnostic à usage vétérinaire, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 326 rue de la Galera 34090 Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Production de microplaques ELISA,
- Production de réactifs liquides.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 70B77
- N° SIRET : 470 800 772 00027
- Code NAF : 2059Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement

de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.



Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-168
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1103287

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

09 NOV 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques  
de l'Etablissement CLINIQUE RECH dans le système de collecte  
et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CLINIQUE RECH;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CLINIQUE RECH,  
dont le siège social est situé à 9 Avenue Charles Flahault CS 34493 à Montpellier 34093 Cedex 5,  
représenté par Madame MODE Joëlle, en qualité de Directrice,  
situé 9 Avenue Charles Flahault CS 34493 à Montpellier 34093  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : KN 274, 275 et 276,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Soins médicaux psychiatriques,
- Restauration collective

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Charles Flahault à Montpellier

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 457 801371 B
- N° SIRET : 457 801371 00016
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE RECH doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE RECH, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE RECH désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE RECH devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE RECH et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE RECH s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE RECH, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE RECH de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE RECH sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

**6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

**6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

**Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES****7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-169
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	IMC 1103203

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE SAINT JEAN (GROUPE CAP SANTE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN reçue le 20/05/2010 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;



- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN, dont le siège social est situé Polyclinique Pasteur, 3 rue Pasteur à PEZENAS 34 120 représenté par Monsieur GHARBI Lamine, en qualité de Directeur, situé à 36 Avenue Bouisson Bertrand à Montpellier 34070, implanté sur les parcelle dont les références cadastrales sont : BR 276, 277, 278, 348, 547, 548, 549 et 283.

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le **présent arrêté**, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : **Établissement de santé** pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Activités de soins,
- Chirurgie,
- Médecine en hospitalisation complète,
- Chirurgie ambulatoire,
- Médecine en hospitalisation à temps partiel de jour,
- Chirurgie ophtalmologique,
- Chirurgie orthopédique,
- Chirurgie pédiatrique,
- Chirurgie plastique et reconstructrice,
- chirurgie viscérale,
- Chirurgie urologique,
- Chirurgie vasculaire,
- Chirurgie ORL,
- Endoscopie digestive,
- Soins d'urgence,
- Stérilisation,
- Restauration,
- Locaux techniques.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 36 Avenue Bouisson Bertrand à Montpellier 34070.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : B 325 741 064
- N° SIRET : 325 741 064 00019
- Code NAF : 851A

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ;

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
2920	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté

d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,  
d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT JEAN sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,  
de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

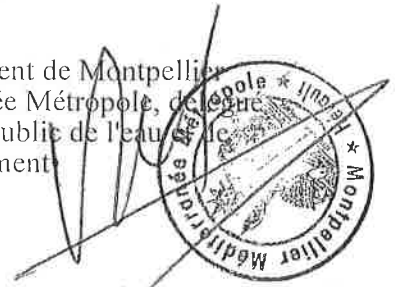
Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-172
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	UNC 103304

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SCM SCINTIDOC dans le système de collecte et de traitement de de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SCM SCINTIDOC reçue le 13/04/2011 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SCM SCINTIDOC,  
dont le siège social est situé à 25 rue de Clémentville à Montpellier 34000,  
situé 194 avenue Nina Simone à Montpellier 34000,  
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : SK 177,  
représenté par Monsieur COMTE Frédéric, en qualité de Médecin nucléaire,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Médecine nucléaire,
- Locaux techniques.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 194 avenue Nina Simone à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 390 098 465
- N° SIRET : 390 098 465 00011
- Code APE : 8219 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.



En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SCM SCINTIDOC doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SCM SCINTIDOC, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SCM SCINTIDOC désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SCM SCINTIDOC devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SCM SCINTIDOC et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SCM SCINTIDOC s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SCM SCINTIDOC, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SCM SCINTIDOC de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SCM SCINTIDOC sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-173
<b>Transmis en Préfecture le</b>	09/11/2015
<b>Affiché le</b>	09/11/2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	UNC 403311

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CIRAD (LAVALETTE, BAILLARGUET et PARC SCIENTIFIQUE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CIRAD ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD), dont le siège social est situé Avenue Agropolis à Montpellier 34 398, représenté par Monsieur SALAS Michel, en qualité de Directeur Régional Languedoc Roussillon, ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : Paris B 331 596 270
- N° SIRET : 331 596 270 00040
- Code APE : 7219Z

L'Etablissement CIRAD comprend 3 sites concernés par le présent arrêté :

#### **1) Site de Lavalette**

situé Avenue Agropolis à Montferrier Sur Lez 34 398, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AA 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28, 31, 46, et 48.

Cette entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
2910-A2	Installation de combustion	Déclaration

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Recherche & Développement de produits agricoles

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche Agronomique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via deux branchements situés Avenue Agropolis à Montferrier Sur Lez.

#### **2) Site de Baillarguet**

situé au 361 rue Jean-François Breton à Montferrier-sur-Lez 34 398, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BE 3, 4, 27, 34, 66, 67, 69, 71 et 84.

Cette entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
2910-A2	Installation de combustion	Déclaration

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Recherche & Développement de produits agricoles
- Recherche sur les agents pathogènes de l'animal

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche Agronomique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.  
dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du Campus de Baillarguet à Montferrier Sur Lez.

### 3) Site Parc Scientifique

situé 101 boulevard de la Lironde à Montferrier-sur-Lez 34 398,  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AA 37, AD 108 et 110,

est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de centre administratif,

dans le réseau séparatif, via les branchements situés rues boulevard de la Lironde à Montferrier-sur-Lez.

Cette entité n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Le présent arrêté précisera distinctement les prescriptions techniques particulières pour chaque site et entité excepté pour le site du Parc Scientifique dont les activités génèrent des rejets domestiques. Il n'y aura pas de prescriptions techniques particulières spécifiques tant que la destination de ces locaux reste inchangée.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause

d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs **publics**,

- Assurer un fonctionnement optimal des **équipements** d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la **flore aquatique**,
- **Ne** pas nuire à la **dévolotion finale** des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CIRAD doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions **techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté** et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CIRAD, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Seule l'entité Parc Scientifique, de l'Etablissement CIRAD, qui a des déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CIRAD désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CIRAD devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CIRAD et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CIRAD s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.



Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CIRAD, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CIRAD de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CIRAD sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités

est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants. Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-175
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	UNC 103416

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

09 nov 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CIRAD (SITE DE LA TECHNOLOGIE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CIRAD ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD). Site de la Technologie, dont le siège social est situé Avenue Agropolis à Montpellier 34 398, représenté par Monsieur SALAS Michel, en qualité de Directeur Régional Languedoc Roussillon, situé au 361 rue Jean-François Breton à Montpellier 34 090, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AK 160, 173 et 176. ci-après désigné « l'Etablissement »

Cette entité n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Recherche & Développement de produits agricoles et agroalimentaires

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche Agronomique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Agropolis à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : Paris B 331 596 270
- N° SIRET : 331 596 270 00040
- Code APE : 7219Z

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CIRAD doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CIRAD, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CIRAD désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CIRAD devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CIRAD et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CIRAD s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CIRAD, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CIRAD de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CIRAD sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux

dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.



L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-176
Transmis en Préfecture le	09 / 11 / 2015
Affiché le	09 / 11 / 2015
Notifié le	
Identifiant	UMC 1103427

Fait à Montpellier, le 09 nov. 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques  
de l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL dans le système de  
collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CLINIQUE BEAU SOLEIL reçue le 25/11/2010 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL (GROUPE LANGUEDOC MUTUALITE), dont le siège social Languedoc Mutualité Hospitalisation et Hébergement est situé à 88 Rue de la 32<sup>ème</sup> à Montpellier 34264 cedex 2, représenté par Monsieur Olivier JAUDON, en qualité de Directeur, situé 119, avenue de Lodève 34070 Montpellier implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : IX 4, 145, 304, 306 et 307 ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Établissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Chimiothérapie,
- Gastroentérologie,
- Dermatologie,
- Cardiologie,
- Lutte contre la douleur,
- Hématologie
- Chirurgie vasculaire et viscérale,
- Urologie,
- Gynécologie et statique pelvienne,
- Ophtalmologie,
- Orl,
- Orthopédie,
- Anesthésie réanimation

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 119, avenue de Lodève à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 444 270 326 000 51
- Code NAF : 851 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CLINIQUE BEAU SOLEIL doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE BEAU SOLEIL sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-177
Transmis en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affiché le	13 NOV. 2015
Notifié le	
Identifiant	Inc 1103433 AR

Fait à Montpellier, le 13 NOV 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté fait l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CLINIQUE DU MILLENAIRE ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;



- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE), dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2, représenté par Monsieur Jean-Dominique MOUCHARD, en qualité de Directeur, situé 220, boulevard Pénélope, CS 59523, 34960 Montpellier Cedex 2 implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : SK 173, 174, 176, 177 et 190, ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Cardiologie (cardiologie interventionnelle et chirurgie cardiaque)
- Neurochirurgie (fonctionnelle, médicale et chirurgicale)
- Gériatrie (service de court séjour gériatrique)

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 220, boulevard Pénélope à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 58 B 34
- N° SIRET : 458 800 349 00029
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE sera

engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### 7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-178
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	UNC M03448

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques  
de l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE dans le système de  
collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CLINIQUE FONTFROIDE reçue le 29/07/2010 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE (GROUPE OC SANTE), dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysséum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2, représenté par Madame LAVERGNE Nicole, en qualité de Directrice, situé Parc Euromédecine, 1800 rue de Saint Priest à Montpellier 34097 Cedex 5, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : TK 05, ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Rééducation fonctionnelle polyvalente.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1800 rue de Saint Priest à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 344 577 564 Montpellier
- N° SIRET : 344 577 564 00018
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.



Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

## 6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

## 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### 7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les **contraventions** au **présent arrêté seront constatées** par des **procès-verbaux** établis par les **services territoriaux**, ou de l'Etat, **compétents et poursuivies** conformément aux lois, et aux **prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur**.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### 7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-181
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	UMC 1103462

Fait à Montpellier, le 09 NOV 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement  
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT dans le  
système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRD), dont le siège social est situé au 44, boulevard de Dunkerque, CS 90009, 13572 Marseille Cedex 02, situé 911 avenue Agropolis, 34394 Montpellier, représenté par Monsieur Michel PETIT, en qualité de Directeur de centre implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AI 80 et 81, AL 219 et 218, AM 177, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche scientifique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de chimie,
- laboratoires de biologie

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Agropolis à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 180 006 025 00134
- Code APE : 722 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR

LE DEVELOPPEMENT sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### 7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.



Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-183
Transmis en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affiché le	13 NOV. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1103471-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

13 NOV. 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
  - **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
  - **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
  - **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
  - **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
  - **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
  - **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
  - **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
  - **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
  - **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH (GROUPE OC SANTE), dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2, représenté par Monsieur Pierre MAURETTE, en qualité de Directeur, situé 43 rue du Faubourg St Jaumes, CS 39001 34967 Montpellier Cedex 2, implanté sur les parcelle dont les références cadastrales sont : BW 217, 220, 221, 235, 237, 238, 239, 240 et 258, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

Maternité (gynécologie obstétrique, service de néonatalogie),  
Biologie de la reproduction (Centre de fécondation in vitro),  
Chirurgie orthopédique,  
Ophtalmologie  
Chirurgie gynécologique,  
Cancérologie,  
Sénologie,  
O.R.L.,  
Chirurgie maxillo-faciale,  
Stomatologie / Implantologie,  
Chirurgie esthétique, chirurgie plastique et réparatrice,  
Service des Urgences,  
Radiologie,  
Biologie médicale.

dans le réseau unitaire, via deux branchements situés Boulevard Saint Jaumes et un situé rue Marguerite à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 72 B 53
- N° SIRET : 472 800 531 00015
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1220	Oxygène	Déclaration
2921	Refroidissement par dispersion d'eau	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, et prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-184
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	WC 1103479

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement  
MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> dans le système de collecte et de traitement  
de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions  
décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> (GROUPE LANGUEDOC MUTUALITE);
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> (GROUPE LANGUEDOC MUTUALITE), dont le siège social est situé à Maison de la Mutualité 88, rue de la 32<sup>ème</sup> 34264 Montpellier cedex 2, représenté par Monsieur Laurent MIACHON, en qualité de Directeur,

situé à 88, rue de la 32<sup>ème</sup> à Montpellier,  
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : HW 0597,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : Centre de santé pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Centre de consultation et de soins en médecine générale et spécialisée,
- Radiologie,
- Ophtalmologie,
- Soins Dentaires et orthodontie,
- Laboratoire d'analyses.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 88, rue de la 32<sup>ème</sup> à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 444 270 185 00028
- Code NAF : 8621 Z (Activité des Médecins généralistes)

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup>, dont le déversement des eaux usées assimilées domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> est d'ordre domestique.

Si la qualité des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande

d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup>, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement MAISON MEDICALE DE LA 32<sup>ème</sup> sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### 7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-185
Transmis en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affiché le	13 NOV. 2015
Notifié le	
Identifiant	Linc 1103483-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

13 NOV. 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et  
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT (RLD) ;
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 21 avril 2011 et de l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2009 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;

- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT (RLD), dont le siège social est situé à 106 Avenue Marc Dormoy à 92120 Montrouge, situé 140 Rue de Massacan, Zone Industrielle du Salaison à Vendargues 34740 représenté par Monsieur Olivier MIRIO, en qualité de Directeur d'établissement, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BA 77 et 78, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de Location et d'Entretien de vêtements de travail, de linge plat, d'articles d'hygiène et d'équipements sanitaires ainsi que de tapis antisalissure, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Lavage séchage
- Repassage article textile

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 140 Rue de Massacan à Vendargues 34740

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 971 503 578
- N° SIRET : 971 503 578 00207
- Code NAF : 930 A

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2340.1	Blanchisserie, laverie de linge	Autorisation
2910	Installations de combustion	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».



Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette

réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-186
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	IMC 1103707

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015  
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°47**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur Eric HENLEE en date du 18 mai 2010
- VU la faculté donnée à Monsieur HENLEE de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par SARL TAXI EVASION (RCS montpellier 811 429 398) pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 23 mars 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : SARL TAXI EVASION (RCS montpellier 811 429 398), domicilié à 12, rue Castillon à Sète (34200) est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ, Classe C**, immatriculé **AG-904-NS**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### **ARTICLE 2** :

La présente autorisation est délivrée sous le numéro **47**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

### **ARTICLE 3** :

Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-193
Transmis en Préfecture le	09 OCT. 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1704036

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

01 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°74**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;



- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 1er août 2012, 147/2012;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Jean-Max CONTRERAS, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Jean-Max CONTRERAS né(e) le 28 février 1961 à Paris, domicilié au 49, rue du Clau 34980 Saint Gely du Fesc, est autorisé à stationner avec le véhicule RENAULT type Megane Scenic immatriculé DS-644-YY, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 74, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 1er août 2012, n°147/2012 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-194
Transmis en Préfecture le	09 OCT. 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 1104038

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

01 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°71**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur Christian SION en date du 29 juillet 1944
- VU la faculté donnée à Monsieur SION de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par EURL TAXI FROMAGER ( RCS Montpellier 812 120 806) pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 8 juillet 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : **EURL TAXI FROMAGER** (RCS Montpellier 812 120 806), domicilié à 500, avenue Leonard de Vinci à Lattes (34970) est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT, 406**, immatriculé **CH-571-CH**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **71**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-195
Transmis en Préfecture le	09 OCT 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	IMC mouey A

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

01 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°19**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;

- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à SARL A'SEPT TAXI en date du 30 juin 2006
- VU l'ordonnance du Tribunal de commerce de Montpellier en date du 6 février 2015 prononçant la mise en liquidation de la SARL A'SEPT TAXI ;
- VU le bordereau d'adjudication n°A-1350-1, en date du 29 avril 2015, attribuant l'autorisation de stationner à Monsieur Vincent LABITOTIERE ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur Vincent LABITOTIERE né le 22 novembre 1962 à Paris (17ème), domicilié 5, rue des Tanneurs à Aniane (34150) est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN, Touran**, immatriculé **CC-617-WP**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### ARTICLE 2 :

La présente autorisation est délivrée sous le numéro **19**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

### ARTICLE 3 :

Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Arrêté n°	A2015-196
Transmis en Préfecture le	09 OCT. 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	IMC 1104043

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

01 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative à la situation administrative individuelle des agents et des non renouvellements de contrats

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-36 du 16 avril 2014 portant délégation de signature à Christel CELIE,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole puisse justifier, sans délai, de la situation individuelle de ses agents auprès des Collectivités et organismes extérieurs,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2014-36 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée à Madame Christel CÉLIÉ à l'effet de signer tout courrier relatif aux non renouvellements de contrats. En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 3 :** Délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL à l'effet de signer tout document permettant d'attester de la situation professionnelle et administrative des agents de Montpellier Méditerranée Métropole. En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Madame Christel CÉLIÉ.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Christel CELIE, de Messieurs Etienne ROSSIGNOL et Yves NURIT, les délégations définies aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-197
Transmis en Préfecture le	02 OCT. 2015
Affiché le	02 OCT. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc1104210-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

02 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-70 du 25 avril 2014 portant délégation de signature concernant les ordres de mission,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n° 05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole puisse produire sans délai les ordres de mission de ses agents,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2014-70 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à Madame Christel CÉLIÉ, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception de ceux visés à l'article 4.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, la délégation définie à l'article précédent est accordée à Monsieur Yves NURIT. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Christel CÉLIÉ et de Monsieur Yves NURIT, la délégation qui leur est consentie sera exercée par Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de mission concernant les agents du contrôle de gestion, de la Direction de la Communication, du protocole et des maisons de proximité ainsi que les ordres de mission à l'étranger et les ordres de mission nécessitant sa signature au regard des spécificités du déplacement des agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Yves NURIT. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 4 est accordée à Madame Christel CÉLIÉ.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-198
Transmis en Préfecture le	16 NOV. 2015
Affiché le	17 NOV. 2015
Notifié le	17 NOV. 2015
Identifiant	Ine 1104213 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

16 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Méditerranée  
Métropole

## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **Vu** le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics modifié ;
- **Vu** le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié ;
- **Vu** le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- **Vu** l'élection municipale partielle de la commune de Pignan en date du 31 mai 2015,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique en date du 4 décembre 2014,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-116 du 30 juin 2015 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole,

### ARRETE :

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2015-116 du 30 juin 2015 susvisé est abrogé.

**Article 2 :** Sont désignés en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole relevant du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail placé auprès de l'administration les membres ci-après :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
M. Pierre BONNAL, Président	Mme Jacqueline GALABRUN-BOULBES
Mme Rosy BUONO	M. Jérémie MALEK
M. Guy BARRAL	Mme Eliane LLORET
Mme Régine ILLAIRE	Mme Michelle CASSAR
M. Christian FINA	M. Yves NURIT
M. Jean-Claude HEMAIN	M. Marc DANIEL

**Article 3 :** Des représentants du personnel sont désignés par les organisations syndicales suite aux résultats des élections professionnelles du 4 décembre 2014 pour siéger au sein du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail sont les suivants :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
Mme Florence POUROT-REDON, Syndicat UNSA	M. Thierry GALMICHE, Syndicat UNSA
M. Abdelkader AMLOUK, Syndicat UNSA	M. Daniel BARCELO, Syndicat UNSA
M. Laurent BERNARD, Syndicat UNSA	M. Mohamed CHEBLI, Syndicat UNSA
M. Frédéric DOLADILLE, Syndicat FO	M. Christian FABARON, Syndicat FO
M. Thierry BOUSQUET, Syndicat FO	M. Gil BUSCAYLET, Syndicat FO
M. Hervé BONNEAU, Syndicat SUD	Mme Françoise TILLY, Syndicat SUD

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-199
Transmis en Préfecture le	19 NOV. 2015
Affiché le	19 NOV. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1104431-AR

Fait à Montpellier, le  
M. P. BONNAL

19 NOV. 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux bons de commande du Pôle RM

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-22 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les bons de commande du pôle Ressources et Moyens dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2014-22 du 16 avril 2014 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Madame Christel CÉLIÉ à l'effet de signer les bons de commandes émanant du pôle Ressources et Moyens dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD pour les bons de commandes d'un même montant émanant respectivement de la Direction des Finances, de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments, de la Direction des Ressources Informatiques, de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, délégation de signature est consentie à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les bons de commandes d'un même montant émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des Ressources Humaines. En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, la délégation de signature revient aux personnes présentes parmi elles.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CÉLIÉ, et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, Madame Christel CÉLIÉ, ainsi que de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-200
Transmis en Préfecture le	02 OCT. 2015
Affiché le	02 OCT. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 1104411 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

02 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux ordres de service du Pôle RM

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président
- VU l'arrêté n°A2014-33 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les ordres de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2014-33 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD pour les ordres de services relatifs aux marchés émanant respectivement de la Direction des Finances, de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments, de la Direction des Ressources Informatiques, de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, délégation de signature est consentie à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les bons de commandes d'un même montant émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des Ressources Humaines. En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, la délégation de signature revient aux personnes présentes parmi elles.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Étienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-201
Transmis en Préfecture le	02 OCT. 2015
Affiché le	02 OCT. 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc 1104339-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

02 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Pôle RM

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-73 du 23 avril 2015 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2015-73 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Finances. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Franck OLIVIE.

**ARTICLE 3** : Délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des Ressources Humaines.  
En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, la délégation de signature revient aux personnes présentes parmi elles.

**ARTICLE 4** : Délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Mary-Laure DUPUIS.

**ARTICLE 5** : Délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Ressources Informatiques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe GIPPET.

**ARTICLE 6** : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laurence BONNET et Monsieur Fabrice MOURET.

**ARTICLE 7** : Délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Pôle Ressources et Moyens.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD pour les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction des Finances, de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments, de la Direction des Ressources Informatiques, de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, délégation de signature est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des Ressources Humaines.

**ARTICLE 8** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE, et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Pôle Ressources et Moyens à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, de Madame Christel CELIE, ainsi que de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Pôle Ressources et Moyens à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 10** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-202
Transmis en Préfecture le	02 OCT. 2015
Affiché le	02 OCT. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 1104341-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

02 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte n'est pas l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires,
- **Vu** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier méditerranée Métropole,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-61 du 25 mars 2015 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Considérant** que Monsieur Lionel PERNET, représentant du personnel (UNSA), membre titulaire relevant du groupe hiérarchique 6 à la CAP de catégorie A, a perdu la qualité d'électeur à la suite de son placement en disponibilité pour convenances personnelles,
- **Considérant** la lettre d'acceptation de Monsieur Nicolas BAUDOT, représentant du personnel (UNSA), membre suppléant relevant du groupe hiérarchique 6 à la CAP de catégorie A, pour assurer le remplacement de Monsieur Lionel PERNET,
- **Considérant** le courrier du syndicat UNSA du 15 septembre 2015 portant désignation de Monsieur Arnaud VESTIER en remplacement de Monsieur Nicolas BAUDOT pour le siège de suppléant du groupe hiérarchique 6 à la CAP de catégorie A,
- **Considérant** que Madame Nicole GISCLARD, représentante du personnel (FO), membre suppléante relevant du groupe hiérarchique 3 est frappée d'une cause d'inéligibilité,

- **Considérant** la lettre d'acceptation de Monsieur Gilles GUY pour le remplacement de Madame Nicole GISCLARD,
- **Considérant** que Monsieur Pierre GAUDIN, représentant du personnel (UNSA), membre titulaire relevant du groupe hiérarchique 1 est frappé d'une cause d'inéligibilité,
- **Considérant** la lettre de démission de Madame Sophie CAUCIGH du mandat de représentante du personnel suppléante (UNSA) relevant du groupe hiérarchique 1 à la CAP de catégorie C,
- **Considérant** le courrier du syndicat UNSA du 15 septembre 2015 proposant le remplacement de Monsieur Pierre GAUDIN par Madame Christel BALLUET-QUINTANA, actuellement représentante du personnel suppléante relevant du groupe hiérarchique 1, et le remplacement de Madame Christel BALLUET-QUINTANA et Madame Sophie CAUCIGH respectivement par Monsieur Gilles ZOZOR et par Monsieur Marc BOUKHOBZA, candidats restants non élus dans l'ordre de la liste compte tenu du désistement de Madame Michèle PLANCO,
- **Considérant** la lettre de démission de Monsieur Jean-Luc MALRIC du mandat de représentant du personnel titulaire (UNSA) relevant du groupe hiérarchique 2 à la CAP de catégorie C,
- **Considérant** le courrier du syndicat UNSA du 10 septembre 2015 proposant le remplacement de Monsieur Jean-Luc MALRIC par Madame Corinne LECCIA, actuellement représentante du personnel suppléante relevant du groupe hiérarchique 2, et le remplacement de Madame Corinne LECCIA par Monsieur Sauveur SPINA, premier candidat non élu de la liste,
- **Considérant** qu'il convient de mettre en œuvre ces remplacements en application de l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 susvisé,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2015-61 du 25 mars 2015 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Les Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

### *Commission Administrative Paritaire – Catégorie A*

#### **Représentants de l'administration**

##### **TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL

*Président de la Commission Administrative Paritaire*

M. Pierre BONNAL

Mme. Rosy BUONO

Mme. Eliane LLORET

#### **Représentants de l'administration :**

##### **SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL

M. Yvon PELLET

Mme. Régine ILLAIRE

Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

**Représentants du personnel  
TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 6*  
M. Nicolas BAUDOT (UNSA)  
*Groupe hiérarchique 5*  
M. Mohamed CHEBLI (UNSA)  
M. Grégory FARGAS (FO)  
Mme Marianne DINTRANS-HOLMES (CFDT)

**Représentants du personnel :  
SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 6*  
M. Arnaud VESTIER  
*Groupe hiérarchique 5*  
Mme Raphaëlle ALBER (UNSA)  
M. Gil BUSCAYLET (FO)  
Mme Pascale NABAFFA (CFDT)

**Commission Administrative Paritaire – Catégorie B**

**Représentants de l'administration  
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL  
*Président de la Commission Administrative Paritaire*  
M. Pierre BONNAL  
Mme. Rosy BUONO  
Mme. Eliane LLORET  
M. Jérémie MALEK

**Représentants de l'administration :  
SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL  
M. Yvon PELLET  
Mme. Régine ILLAIRE  
Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES  
Mme Isabelle TOUZARD

**Représentants du personnel  
TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 4*  
M. Laurent BERNARD (UNSA)  
M. Frédéric DOLADILLE (FO)  
M. Patrick CORNELLES (SUD)  
*Groupe hiérarchique 3*  
M. Patrick SENDRA (UNSA)  
Mme Sabine BERGUÀ (FO)



**Représentants du personnel :**

**SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 4*

M. Gabriel OBE (UNSA)

M. Dominique DELELIS (FO)

Mme Corinne CROS (SUD)

*Groupe hiérarchique 3*

Mme Carole GILBERT (UNSA)

M. Gilles GUY (FO)

**Commission Administrative Paritaire – Catégorie C**

**Représentants de l'administration**

**TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL

*Président de la Commission Administrative Paritaire*

M. Pierre BONNAL

M. Guy BARRAL

Mme. Eliane LLORET

Mme. Rosy BUONO

Mme. Régine ILLAIRE

**Représentants de l'administration :**

**SUPPLEANTS**

M. Jérémie MALEK

M. Yvon PELLET

M. Abdi EL KANDOUSSI

Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

Mme. Isabelle TOUZARD

Mme. Patricia MIRALLES

**Représentants du personnel**

**TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 2*

Mme Corinne LECCIA (UNSA)

M. Denis SAVOYE (FO)

*Groupe hiérarchique 1*

Mme Régine BARRY (SUD)

M. Ichem MOGHEL (UNSA)

Mme Edwige HERNANDEZ (FO)

Mme Christel BALLUET-QUINTANA (UNSA)

**Représentants du personnel :**

**SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 2*

M. Sauveur SPINA (UNSA)

M. Thierry NOFARES (FO)

*Groupe hiérarchique 1*

Mme Nour El Amel LAGHMIRI (SUD)

M. Gilles ZOZOR (UNSA)

M. Rémi MOREAU (FO)

M. Marc BOUKHOBZA (UNSA)

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-205
Transmis en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affiché le	13 NOV. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc1104492 AR

Fait à Montpellier, le 12 NOV. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté n'est pas l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Délégation de signature relative aux procédures marchés relevant de la Direction des Ressources Humaines d'un montant inférieur à 50 000€ H.T.**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n° A2015-72 du 23 avril 2015 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Humaines,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2015-72 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de leurs services respectifs au sein de leur Direction, relatifs au domaine « Ressources Humaines » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, la délégation de signature revient aux personnes présentes parmi elles.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions pour l'ensemble de la Direction des Ressources Humaines à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-206
Transmis en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affiché le	27 OCT. 2015
Notifié le	27 OCT. 2015
Identifiant	Imc Mo4659AR

Fait à Montpellier, le 27/10/15  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi relais sur la Commune de Jacou**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 041/R/2014 du 10 octobre 2015 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 03 novembre 2014, la S.A.R.L Ambulance 113 dont le siège est situé Le Mas du Marot, 1 rue Chemin du Mas de Marot des Pères à Mauguio - 34130, a été autorisée à exploiter un taxi immatriculé BZ-955-MT sous le N° 1 dans la commune de Jacou,
- VU la lettre du 23 septembre 2015 par laquelle la SARL Ambulance 113 signale l'immobilisation de ce véhicule suite à une panne et demande l'autorisation d'utiliser un véhicule de relais pendant la durée de l'immobilisation,
- CONSIDERANT l'article 2 de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif à la réglementation des taxis dans le département de l'Hérault,
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que la S.A.R.L Ambulance 113, titulaire d'une autorisation de taxi à Jacou, a procédé au changement de son véhicule ;

### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La S.A.R.L Ambulance 113 est autorisée à exploiter un taxi immatriculé DD-013-QM sous le N° 1, en tant que véhicule de relais au véhicule équipé taxi initial immatriculé BZ-955-MT actuellement immobilisé, sur la Commune de Jacou.

**ARTICLE 2** : Le véhicule de relais exploité par la S.A.R.L Ambulance 113 est autorisé à stationner sur la voie publique à Jacou dans l'attente de la clientèle à partir du 23 septembre 2015 jusqu'à la fin de l'immobilisation du véhicule initial.

**ARTICLE 3** : La remise en état du véhicule initial devra être signalée par écrit à Monsieur Le Maire de Jacou et la présente autorisation sera alors annulée.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Jacou , (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-207
Transmis en Préfecture le	14/10/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 1104671

Fait à Montpellier, le 08 OCT. 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de  
la commune de Pérols - Changement de véhicule**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route, et notamment l'article R 221-10 ;

Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;

Vu le décret n° 95-935 du 17 août 1995 modifié portant l'application de la loi susvisée ;

Vu le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;

Vu le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2000 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;

Vu le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;

Vu le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;



Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de petite remise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 1996 modifié réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Vu l'arrêté municipal du 13 février 2012,

Considérant que Monsieur David DEDIEU titulaire d'une autorisation de taxi à Pérols a procédé au changement de son véhicule

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :** Monsieur David DEDIEU né le 14 avril 1976 à SETE domicilié à Pérols 1 av. Claude BERNARD 34110 à Frontignan est autorisé à stationner avec le véhicule de marque AUDI type WAUZZZ8K0FA104527 immatriculé DP-006-SF sur le territoire de la commune de Pérols, dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation délivrée sous le numéro 06 sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 du Code de la Route.
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté n°A2015-46 du 11 février 2015 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols , le Commandant du bureau de la Police Nationale de Lattes (Hérault), le Chef de poste de la Police Municipale de Pérols (Hérault), sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité et au Commandant du poste de Police Nationale de Lattes, pour exécution.

Arrêté n°	A2015-210
Transmis en Préfecture le	06 OCT 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	unc 1104731

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

05 OCT 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Grabels - SARL PORTEFAIX - Autorisation de stationner n°1**

**Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

**VU** le Code des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10,

**VU** la Loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

**VU** le Décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi susvisée,

**VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi,

**VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi,

**VU** le Décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise,

**VU** le Décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres,

**VU** l'Arrêté Préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans l'Hérault,

**VU** l'Arrêté Préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise,

**VU** l'Arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres,

**VU** l'Arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres,

**VU** l'Arrêté Préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise,

VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault,

VU l'Arrêté Municipal n° 167/R/05 du vendredi 16 décembre 2005, qui porte à trois autorisations l'exploitation de taxi dans la ville de Grabels,

VU la demande présentée par M. Sébastien PORTEFAIX représentant la SARL TAXI PORTEFAIX,

VU l'avis favorable de la Commission Départementale des taxis et des voitures de petite remise en date du 28 mai 2015,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Monsieur Sébastien PORTEFAIX représentant la SARL TAXI PORTEFAIX, né le 8 février 1988 à Ivry sur Seine (94), domicilié 225, rue de la Voie Lactée à Juvignac (34990), est autorisé à stationner avec le véhicule de marque SKODA de type Super, immatriculé CY-781-VQ, sur le territoire de la commune de Grabels dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro UN sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique du véhicule utilisé dans un contrôle technique agréé par l'Etat.
- Que les conducteurs du taxi soient en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint Gély du Fesc, le Chef de Police de la Police Municipale de Grabels sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Monsieur le Préfet et une au service des taxis de la Préfecture pour information.

Arrêté n°	A2015-211
Transmis en Préfecture le	09 OCT. 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 1104837, AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

09 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Arrêté portant modification de la composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-192 du 23 septembre 2015 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique en date du 4 décembre 2014,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2015-192 du 23 septembre 2015 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

## Comité Technique

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
<b>Titulaires</b> M. Pierre BONNAL, Président M. Bernard TRAVIER, Titulaire Mme Rosy BUONO, Titulaire Mme Eliane LLORET, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire Mme Christel CELIE, Titulaire  <b>Suppléants</b> M. Gérard CASTRE, Suppléant M. Christophe COUR, Suppléant M. Joël RAYMOND, Suppléant Mme Régine ILLAIRE, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant	<b>Titulaires</b> M. Mohamed CHEBLI, Titulaire - UNSA Mme Florence POURROT-REDON, Titulaire - UNSA M. Antony FERNANDEZ, Titulaire - UNSA M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire - FO Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire - FO M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire - SUD  <b>Suppléants</b> M. Ichem MOGHEL, Suppléant - UNSA Mme Carole GILBERT, Suppléante - UNSA Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Suppléante - UNSA Mme Sabine BERGUA, Suppléante - FO M. Dominique DELELIS, Suppléant - FO M. François FOURES, Suppléant - SUD

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-212
Transmis en Préfecture le	19 NOV. 2015
Affiché le	19 NOV. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1104865-AR

Fait à Montpellier, le  
M. P. BONNAL

19 NOV. 2015

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Ressources Humaines



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux dépôts de plainte du Pôle CSS

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** le Code de procédure pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** l'arrêté n°A2015-190 du 23 septembre 2015 portant délégation de signature pour les dépôts de plainte du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2015-190 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour la Direction des Sports, délégation à l'effet de signer tout document permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de porter plainte, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale susvisé, afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi est donnée :

- pour la piscine olympique d'Antigone, à Monsieur Frédéric MICHOLET,
- pour le centre nautique Neptune, à Monsieur Pascal CAPRON ,
- pour la piscine Spilliaert, à Monsieur Christophe MARTIN,
- pour la piscine Amphitrite, à Monsieur SZABO,
- pour la piscine Jany, à Monsieur Luc BESNARD,
- pour la piscine Pitot/Caron, à Madame Florence PONTHER,
- pour la piscine Nakache, à Monsieur Gwenael LE HENAFF,
- pour la piscine Vivès, à Madame Laurence DOLADILLE,
- pour la piscine Berlioux, à Madame Françoise MOURGUES,
- pour la piscine Taris, à Monsieur Paul ALCAYDE,
- pour la piscine les Néréides, Monsieur Philippe RIMELE,
- pour le stade de la Mosson, le stade Jules Rimet et la base de la Valette à Monsieur Jean-Pierre BLANCHET,



- pour l'Altrad Stadium, à Monsieur Didier BES,
- pour le palais des sports Bougnol, à Monsieur Jérôme DE JESUS.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU, et à défaut à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Thierry BOUSQUET et à défaut à Joseph Guisiano.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DE JESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Jocelyn COLOU et à défaut à Mme Estelle SERRE.

**ARTICLE 3** : Pour la Direction de la Culture, délégation à l'effet de signer tout document permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de porter plainte, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale susvisé, afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi est donnée :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, à Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX,
- pour la médiathèque centrale Federico Fellini, à Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT,
- pour la médiathèque Victor Hugo, à Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, à Madame Marianne DINTRANS-HOLMES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, à Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle CREMA,
- pour la médiathèque William Shakespeare, à Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES,
- pour la médiathèque La Gare, à Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, à Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,
- pour la médiathèque Françoise Giroud, à Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,
- pour la médiathèque Aimé Césaire, à Monsieur Charles AMICO. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM,
- pour la médiathèque Albert Camus, à Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel CALLANT,
- pour la médiathèque George Sand, à Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Karine RODRIGUEZ,
- pour la médiathèque Jean Giono, à Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,
- pour la bibliothèque Paul Langevin, à Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGES,

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Marion LORIUS, Monsieur Sylvain FRANCESCHI et Monsieur Loïc GOURIE.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-213
Transmis en Préfecture le	05/11/2015
Affiché le	05/11/2015
Notifié le	
Identifiant	IMC 1105299-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

03 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier

- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1, L.126-1, R.123-13, R.123-14 et R.123-22 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté n° A 2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie Jannin dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;
- **VU** l'arrêté ministériel n°43 du 16 septembre 2015 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties de l'ancien hôtel de Cussonnel et de Castries, à Montpellier ;
- **VU** la délibération n°13295 du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Parc 2000 2e extension ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1 :

Les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier sont mises à jour pour prendre en compte les décisions, objets de l'acte précité.

#### ARTICLE 2 :

Copie du présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault.

#### ARTICLE 3 :

Le dossier du PLU mis à jour est tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, auprès de la Direction Aménagement et Programmation (DAP) aux heures d'ouverture de ses bureaux, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle de la mairie, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, à l'adresse suivante : 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier cedex 2 (tramway L1 et L3 : Moularès - Hôtel de Ville / tramway L4 : Georges Frêche – Hôtel de Ville)

Il est également tenu à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH), aux heures d'ouverture des bureaux du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, de 9h à 18h, à l'adresse suivante : 50, place Zeus 34 000 Montpellier (tramway L1 et L4 : Place de l'Europe / tramway L1 : Léon Blum)

#### ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-219
Transmis en Préfecture le	05/11/2015
Affiché le	05/11/2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1105923-AR

Fait à Montpellier, le 03 Nov 2015  
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation de stationner sur la Commune de Pérols - changement de véhicule - Comptier Marie Elisabeth épouse Colombo**

#### **Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté A2014-373 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 13 février 2012;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Pérols lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

**Considérant** que Mme COMPTIER Marie Elisabeth-épouse COLOMBO, autorisée à exploiter un taxi à Pérols, a procédé au changement de son véhicule

## ARRÊTE

### Article 1 :

Mme. COMPTIER Marie Elisabeth épouse COLOMBO née le 04 décembre 1959 à Allauch (13), domicilié : 23 impasse Molière 34130 Mauguio est autorisé à exploiter sur le territoire de la commune de PEROLS, le taxi de marque : CITROEN type : M10CTRVP0391627- Immatriculé : DW-206- VV dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

### Article 2 :

La présente autorisation délivrée sous le numéro : 9 sous réserve :

- d'être titulaire de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault pour le conducteur de taxi,
- d'être en possession d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 pour le conducteur de taxi,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Elle est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation est insuffisamment exploitée.

### Article 3 :

L'arrêté municipal n° 12-158 du 04 Avril 2012 susvisé est abrogé.

### Article 4 :

Messieurs le Directeur Général des Services, le Commandant du bureau de la Police Nationale de Lattes (Hérault), le Chef de poste de la Police Municipale de Pérols (Hérault), sont chargés en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet pour contrôle de légalité et au service des taxis de la Préfecture pour information.

Arrêté n°	A2015-220
Transmis en Préfecture le	29/10/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 1105947 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

29 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### ARRETE DE PERIL IMMINENT

**Bâtiment sis 11, rue du Pont de Lattes à MONTPELLIER 34000**

- Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, les articles L 521-1 à L 521-4, les articles R 511-1 à R 511-11 ;

Vu l'article R.556-1 du Code de justice administrative,

Vu l'article L 2131-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;

Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;

Vu le rapport dressé par Jacques PUCH, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 24 octobre 2015, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,

Vu l'avertissement envoyé à FLASH IMMOBILIER demeurant au 23 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier (34000), syndicat des copropriétaires de l'immeuble parcelle cadastrée HL 356 sis 11 rue du Pont de Lattes,

Vu la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 11 rue du Pont de Lattes à Montpellier (34000) concernant la toiture de l'immeuble du bâtiment A, les conduits de cheminée visible dans l'appartement du 5<sup>ème</sup> étage droite, le garde corps de la cage d'escaliers du bâtiment A.

**ARRETE**



### ARTICLE 1

Le syndicat des copropriétaires FLASH IMMOBILIER demeurant au 23 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier (34000) et les copropriétaires :

- M. GAUTHIER demeurant au 2 Grand Rue – BP55 à Saint-Georges-D'Orques (34680) ,
  - Mme LLANO-MANA demeurant au 32 Allée des Albères – 31240 à Saint-Jean (31240) ,
  - M. LUCCIONI demeurant au 3 bis Impasse Barnabé à Montpellier (34000)
- SA DOMICIL – Direction Gestion du Patrimoine demeurant au 20 boulevard Paul Peytral à Marseille (13291) ,
- M. PISSY demeurant au 11 rue du Pont de Lattes - La Petite Aphrodite - à Montpellier (34000) ,
  - M. AYGALIN demeurant au 30 rue de l'Estragon à Juvignac (34990) ,
  - M. LEES demeurant au 10 Quai Rhin et Danube à Sète (34200) ,

devront **dans un délai 15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à :

- l'intervenir rapide d'un homme de l'art pour vérifier la solidité, l'étanchéité et l'état de la toiture dans son ensemble ;
- la purge des éléments à risques de la toiture ;
- l'intervenir rapide d'un homme de l'art pour vérifier la solidité des conduits de cheminées visibles depuis l'appartement du 5<sup>ème</sup> étage droite dans les meilleurs délais ;
- la vérification rapide de l'ensemble du garde corps de la cage d'escalier du bâtiment A et la remise en sécurité avec de nouveaux barreaux, scellement etc...

### ARTICLE 2

Faute pour le Syndicat des copropriétaires et des copropriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

### ARTICLE 3

Si les copropriétaires ou leurs ayants droit, ou le syndicat des copropriétaires, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndicat des copropriétaires ou les copropriétaires, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

### ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

### ARTICLE 5

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département de l'Hérault.

### ARTICLE 6

Le présent arrêté est transmis au Président du Conseil Départemental de l'Hérault, à la Caisse d'allocations familiales, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du département, à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat et au Centre Communal d'Action Sociale.

### ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ;

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Métropole.
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délais de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2015-221
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1106004

Fait à Montpellier, le  
Mme C. DARDE

09 nov 2015

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Méditerranée Méditerranée à la  
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°132**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 27 novembre 2014, 2014/4164/T/N;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Madame Catherine DELQUIE, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Madame Catherine DELQUIE né(e) le 24 juin 1967 à Montpellier, domicilié au 16, rue des Tambourins 34970 Lattes, est autorisé à stationner avec le véhicule CITROEN type C4 PICASSO immatriculé CH-673-KN, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 132, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
  - d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
  - d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
  - que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,
- Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté du 27 novembre 2014, n°2014/4164/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie et de Montpellier Méditerranée Métropole, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-222
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 406223

Fait à Montpellier, le 09 Nov 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°5**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 23 août 2012, 165/2012;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Madame Patricia BOURDIOL, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Madame Patricia BOURDIOL né(e) le 18 septembre 1965 à Lorient, domicilié au 36, place des cistes 34980 Saint Gely du Fesc, est autorisé à stationner avec le véhicule CITROEN type C4 PICASSO immatriculé DT-119-KN, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 5, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 23 août 2012, n°165/2012 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-223
Transmis en Préfecture le	08/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106225

Fait à Montpellier, le 08 Nov 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation de stationner d'un taxi sur le territoire de la commune de juvignac - Changement de véhicule - Autorisation n°03**

**Le président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2;
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- Vu le décret n°95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi susvisée ;
- Vu le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- Vu le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- Vu le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- Vu le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesure taximètres ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault, le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- Vu l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- Vu l'arrêté relatif aux transferts des pouvoirs de police Administrative de Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de Montpellier Méditerranée Métropole n° A2015-174 portant autorisation de stationner un taxi,

Considérant que Monsieur Jean-Michel ARNAL, titulaire d'une autorisation de taxi sur le territoire de la commune de Juvignac, a procédé au changement de son véhicule,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Monsieur Jean-Michel ARNAL, né le 22/12/76 à Montpellier, domicilié 48, Rue des Cigales 34990 JUVIGNAC, est autorisé à stationner son véhicule de marque BMW série X5 immatriculé DR-938-FX, sur le territoire de la commune de Juvignac, sur l'emplacement réservé aux taxis.

### **ARTICLE 2 :**

La présente autorisation est délivrée sous le numéro 03, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou le sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté n° A2015-174 du 27 aout 2015 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Jacou, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.



Arrêté n°	A2015-224
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106277

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

09 nov 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols

- **VU** le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;
- **VU** la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 16 octobre 2015 auprès de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols ;
- **VU** la décision n°E15000186/34 en date du 28 octobre 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Eric DURAND en qualité de Commissaire Enquêteur.
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

### ARRETE

**Article 1 :** Il sera procédé à une enquête publique relative au projet de modification n°5 du PLU de la Commune de Pérols, pour une durée de 32 jours consécutifs, du 4 décembre 2015 jusqu'au 4 janvier 2016 inclus.

**Article 2 :** L'avis au public sera publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

**Article 3 :** Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 4 :** L'avis au public concernant l'enquête publique relative à la modification n°5 du PLU de la Commune de Pérols, fera également l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Pérols, sur les lieux d'affichage suivants :

- Au niveau de l'arrêt de tramway « Parc Expo » (1 affiche de chaque côté de la plateforme) ;

- Au niveau de l'arrêt terminus du tramway « Etang de l'Or » (1 affiche de chaque côté de la plateforme) ;
- Au niveau du giratoire de la source, place du général de Gaulle ;
- Au niveau de la rue du port (mise à l'eau).

**Article 5 :** L'avis au public sera, en outre, publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera également publié sur le site internet de la Commune de Pérols à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-225
Transmis en Préfecture le	09/11/2015
Affiché le	09/11/2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1106341

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

09 nov 2015

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols**

- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 ;
- **VU** le Code de l'environnement et notamment les articles R. 123-1 à R. 123-27 ;
- **VU** l'arrêté n°14-386 de M. le Maire de Pérols portant engagement de la procédure de modification n°5 du PLU en vue d'encadrer de manière efficace les dynamiques urbaines et la mise en œuvre des projets urbains communaux ;
- **VU** la délibération n°2014-11-06/3 du Conseil Municipal de Pérols en date du 06 novembre 2014 prenant acte de la décision du maire d'engager la procédure de modification du PLU ;
- **VU** la consultation des personnes publiques associées en date du 16 octobre 2015 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Pérols confiant à la Commune du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- **VU** la décision n°E15000186/34 en date du 28 octobre 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Eric DURAND en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- **VU** l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole A2015-225 du 9 novembre 2015, fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;
- **VU** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;
- **VU** l'arrêté n° A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1er :** Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols, pour une durée de 32 jours consécutifs, du 4 décembre 2015 jusqu'au 4 janvier 2016 inclus. Cette modification vise à encadrer de manière efficace les dynamiques urbaines et la mise en œuvre des projets urbains communaux.

**ARTICLE 2 :** Par décision n°E15000186/34 du 28 octobre 2015, Monsieur Eric DURAND, consultant en énergie et environnement, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Pérols. Durant toute la durée de l'enquête, soit du 4 décembre 2015 jusqu'au 4 janvier 2016 inclus, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de Pérols aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au mercredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le jeudi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le vendredi de 8h à 12h30 et 13h30 à 17h.

**ARTICLE 4 :** Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Pérols le :

- Vendredi 4 décembre 2015 de 9H à 12H ;
- Mercredi 16 décembre 2015 de 14H à 17H30 ;
- Lundi 4 janvier 2016 de 14H à 17H30.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols* », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

**ARTICLE 5 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier devra ensuite remettre, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ses observations consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Pérols, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne.

**ARTICLE 6 :** Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité respectivement par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et de M. le Maire de Pérols.

Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, par voie d'affiches sur les secteurs géographiques concernés par la modification du PLU (définies par l'arrêté n°A2015-225 du 9 novembre 2015) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr/>).

**ARTICLE 7 :** Les personnes responsables du projet sont Julie DEJEAN, Chef de Service Urbanisme à la Mairie de Pérols et Monsieur Alban FILIPIAK, responsable d'unité PLU, à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

**ARTICLE 8 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°5 du PLU de Pérols sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

**ARTICLE 9 :** Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Pérols, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Pérols.

Arrêté n°	A2015-226
Transmis en Préfecture le	08/11/2015
Affiché le	08/11/2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1106343

Fait à Montpellier, le 09 novembre 2015  
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Représentation du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site d'intérêt communautaire FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas »**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.110-1 et 110-2, L.414-1 à L.414-7 et R.414-8 à R414-26,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2011-07-01175 du 26 juillet 2011 fixant la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site d'intérêt communautaire FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas »,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre du Comité de pilotage du site Natura 2000 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas » peut désigner une personne appelée à le représenter,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage du site Natura 2000 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas » qui se réunira le 24 novembre 2015. Dans ce cadre, Madame Isabelle TOUZARD, est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2 :** Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 3:** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2015-231
Transmis en Préfecture le	19 NOV. 2015
Affiché le	19 NOV. 2015
Notifié le	19 NOV. 2015
Identifiant	Ince1106820AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

19 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°121

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 28 novembre 2014, 2014/4236/T/N;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Thierry ZERBIB, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Thierry ZERBIB né(e) le 24 septembre 1969 à Villejuif (94), domicilié au 361, allée Victor Hugo 84270 Vedene, est autorisé à stationner avec le véhicule OPEL type Zafira immatriculé DP-892-YN, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 121, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
  - d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
  - d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
  - que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,
- Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté du 28 novembre 2014, n°2014/4236/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-232
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106883

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 nov 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°115**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 20 octobre 2014, 2014/3451/T/N;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Farid LOUNIS, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Farid LOUNIS né(e) le 13 octobre 1965 à Somain (59), domicilié au 11, rue des Bleuets 34070 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule RENAULT type Megane Scenic immatriculé DW-379-JY, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 115, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
  - d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
  - d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
  - que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,
- Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 20 octobre 2014, n°2014/3451/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-233
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	NC 1106886

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 nov 2015



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°109

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur Jacques FOISNEL en date du 8 février 1990
- VU la faculté donnée à Monsieur FOISNEL de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par SARL TAXI COMCEP (RCS Montpellier 812771848) pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 23 mars 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

SARL TAXI COMCEP (RCS Montpellier 812771848, domicilié 8, rue du Centaure à Gignan (34770) est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN, Touran**, immatriculé **BG-515-KR**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### ARTICLE 2 :

La présente autorisation est délivrée sous le numéro **109**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,



- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-234
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106888

Fait à Montpellier, le 20/11/2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°104**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur ALIAGA Henri-Pierre en date du 18 janvier 1990
- VU la faculté donnée à Monsieur Henri-Pierre de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par TAXI MEDICAL HERAULTAIS (RCS Beziers 810775528) pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 23 mars 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

TAXI MEDICAL HERAULTAIS (RCS Beziers 810775528), domicilié 25, avenue de Badones à Beziers (34500) est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT, Megane**, immatriculé **CT-363-EJ**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### ARTICLE 2 :

La présente autorisation est délivrée sous le numéro **104**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,

- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-235
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106890

Fait à Montpellier, le 20/11/2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°90

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 18 mars 2013, 2013/0394/T/N;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Alain BEDOILLAT, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Alain BEDOILLAT né(e) le 25 juin 1973 à Saint Julien en Genevois, domicilié au 27, rue de la Yole 30240 Le Grau du Roi, est autorisé à stationner avec le véhicule CITROEN type C 4 Picasso immatriculé DE-564-PZ, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 90, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 18 mars 2013, n°2013/0394/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-236
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106893

Fait à Montpellier, le 20 Nov 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°83

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;



- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à EURL TAXI SERVICE DU SUD en date du 4 mai 2010
- VU la faculté donnée à EURL TAXI SERVICE DU SUD de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par SAS CHOW TAXI (RCS montpellier 812276194) pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 8 juillet 2015 ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

SAS CHOW TAXI (RCS montpellier 812276194), domicilié à 30, avenue du jeu de mail à Castelnau le Lez (34170) est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT, Megane**, immatriculé **AK-102-BR**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### **ARTICLE 2 :**

La présente autorisation est délivrée sous le numéro **83**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-237
Transmis en Préfecture le	20 / 11 / 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106893

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 nov 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°69

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 20 janvier 2015, A2015-30;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que La SARL TAXI KAM (N° SIRET 525 104 162) , titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL TAXI KAM (N° SIRET 525 104 162), domicilié au 1025, avenue Henri Becquerel 34000 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule SKODA type Suberb immatriculé DG-226-AC, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 69, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 20 janvier 2015, n°A2015-30 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-238
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	ENC 1106849

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 nov 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°36**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur LÉBOUCHER Yannick en date du 1er avril 2004
- VU la faculté donnée à Monsieur Yannick de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par monsieur Moad BOUJLILAT pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 8 juillet 2015 ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

monsieur Moad BOUJLILAT né le 11 janvier 1978 à l'Aigle, domicilié à 18, rue Salvador Allié à Le Crès (34920) est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN, Touran**, immatriculé **BG-549-XA**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### ARTICLE 2 :

La présente autorisation est délivrée sous le numéro **36**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.

- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-239
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC-006902

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 Nov 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°3**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 7 octobre 2013, 2013/2570/T/N ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que BENOIT . M TAXI CAB (RCS 794 069 328), titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** BENOIT . M TAXI CAB (RCS7940069328), domicilié au 11 bis, chemin des Joncasses 34660 Cournonterral, est autorisé à stationner avec le véhicule LANCIA type Théma immatriculé BW-766-YJ, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté du 7 octobre 2013, n°2013/2570/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-240
Transmis en Préfecture le	20/11/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1106904

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 nov 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Arrêté CDAC du 30-11-2015**

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 portant élection du Président de la Métropole ;
- VU la délibération n°12720 du 12 janvier 2015 portant élection de Mme Illaire en qualité de Vice-Présidente
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le 30 novembre 2015 à 14h30.

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de fonction est accordée à Madame Régine Illaire, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger et voter le 30 novembre 2015 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Présidente, pour l'examen du projet d'extension de 765,86 m2 de surface de vente, d'un magasin à prédominance alimentaire à l'enseigne INTERMARCHE de 1 343 m2 de surface actuelle, portant sa surface totale à 2 108,89 m2 ainsi que la création d'une galerie marchande de 262,96 m2 par transfert de boutiques existantes sur le site, situé Parc d'activités La Condamine, rue des Troènes à Villeneuve-lès-Maguelone.

**ARTICLE 2** : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

**ARTICLE 3** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2015-243
Transmis en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affiché le	30 NOV. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1107534 AR

Fait à Montpellier, le 30 NOV. 2015  
Mme C. DARDE

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.